



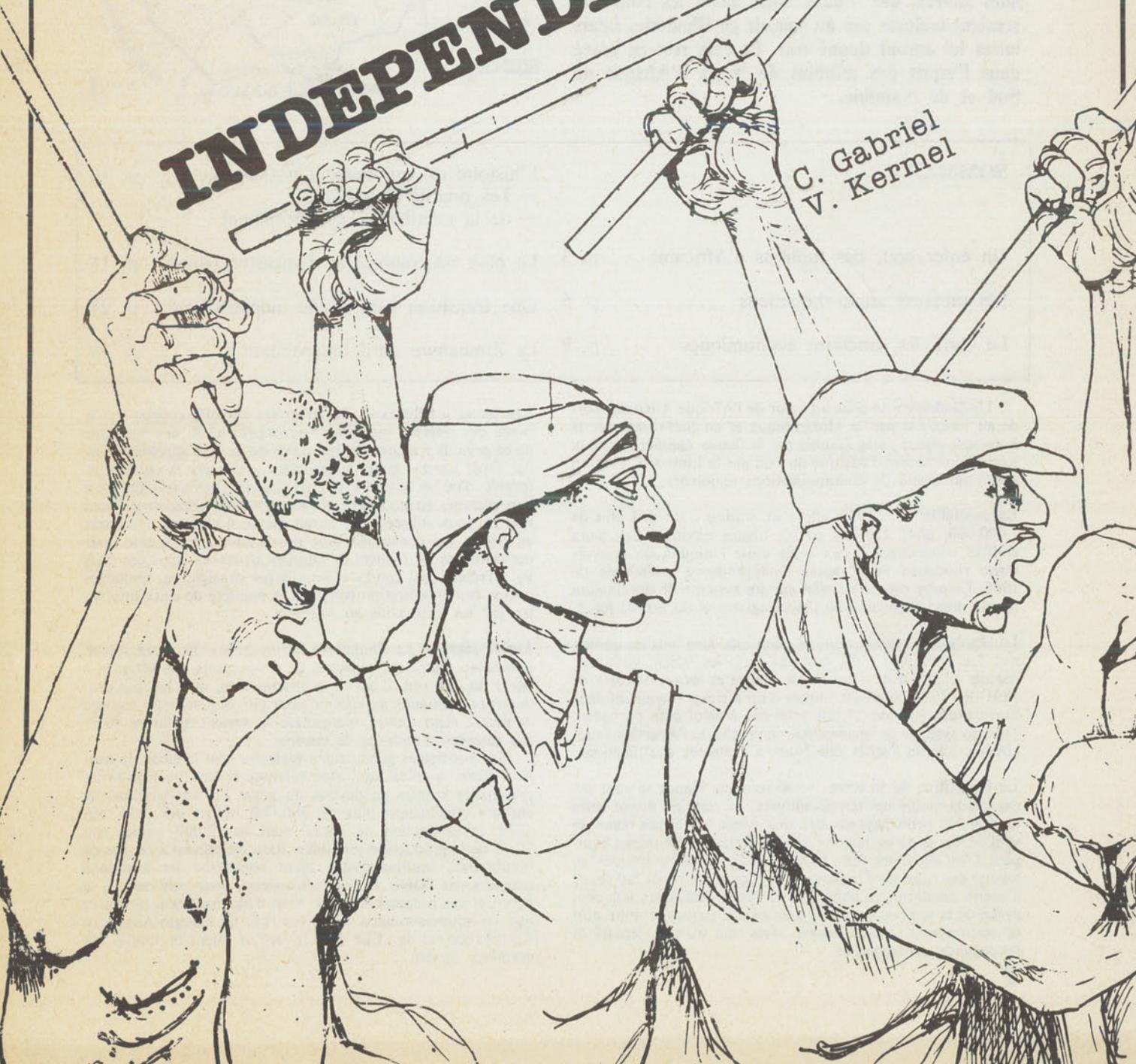
Ligue  
communiste  
révolutionnaire  
(sfqi)

AFRIQUE AUSTRALE

DE LA RHODESIE  
AU ZIMBABWE

QUELLE  
INDEPENDANCE?

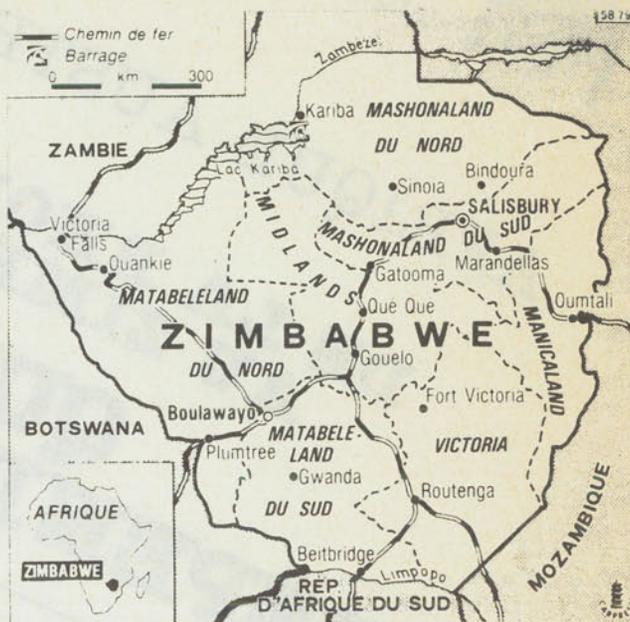
C. Gabriel  
V. Kermel



La victoire électorale de la ZANU-PF de Mugabe n'était pas dans les calculs de l'impérialisme au moment de la négociation de Lancaster House. Quelque soit la politique actuelle de ce mouvement nationaliste, elle est immédiatement interprétée par les masses de toute l'Afrique australe comme la victoire d'une lutte armée et d'une bataille acharnée contre l'impérialisme. Si on ajoute les voix obtenues par la ZAPU de Nkomo, la seconde composante du Front patriotique, ce sont soixante-dix-sept des quatre-vingts députés africains qui représentent les mouvements de libération au Parlement.

C'est une gifle que les masses africaines viennent ainsi d'infliger à l'impérialisme et aux colons. Même si ces derniers réussissent maintenant à intégrer les organisations nationalistes dans un régime néo-colonial, les peuples africains se souviendront que Ian Smith, le raciste, disait, voilà encore quelques années, que « dans mille ans » les Noirs ne seraient toujours pas au pouvoir en Rhodésie. Leurs luttes lui auront donné tort. Et cela restera gravé dans l'esprit des millions de Noirs d'Afrique du Sud et de Namibie.

## Présentation



### SOMMAIRE

Un enfer pour des millions d'Africains . . . . p. 3
Les rapports anglo-rhodésiens . . . . . p. 6
Le bluff des sanctions économiques . . . . . p. 9

L'histoire du mouvement nationaliste . . . . p. 10
— Les premières tempêtes ;
— de la guérilla au gouvernement.
Le plan néocolonial de Lancaster House . . p. 18
Une transition vers quelle indépendance . p. 24
Le Zimbabwe est-il indépendant ? . . . . . p. 29

Le Zimbabwe se situe au cœur de l'Afrique Australe. Bordé au Nord-Est par le Mozambique et au Sud-Ouest par le Botswana, séparé de la Zambie par le fleuve Zambèze et de la République raciste d'Afrique du Sud par le Limpopo, c'est un important nœud de communications régionales.

**La population :** En 1979, elle était estimée à un peu plus de 7 000 000, dont 250 000 colons blancs environ. Ces deux chiffres concentrent à eux seuls toute l'iniquité du pouvoir blanc rhodésien établi après l'indépendance unilatérale de 1965. Le pays repose en effet sur un système de domination raciale directement issu de l'esclavagisme et du travail forcé.

**La ségrégation raciale :** Elle se manifeste dans tous les domaines. Les trois cent mille ouvriers agricoles étaient voilà peu soumis encore à la « Loi sur le maître et les serviteurs » de 1891. En 1971, le salaire moyen d'un africain travaillant dans l'agriculture était de 23 fois inférieur à celui d'un européen. Tout un système de réglementation proche de l'Apartheid sud-africain interdit l'accès des Noirs à certaines qualifications.

**La répartition de la terre :** 6400 fermiers blancs se sont accaparés la moitié des terres cultivées. Le reste est divisé entre les 600 000 petits paysans africains. Mais, les fermes blanches sont situées dans les régions les plus fertiles et les mieux équipées. C'est au centre des « terres blanches » que se trouvent la totalité des villes du Zimbabwe. Le régime raciste de Salisbury a essayé ces dernières années de favoriser l'accession à la propriété de la terre d'une petite bourgeoisie paysanne noire afin de contrecarrer la lutte armée. Mais cela n'a pas dépassé la propagande démagogique.

**Les terres « tribales » :** les territoires tribaux, conçus sur le mode des réserves indiennes, regroupent 62 % des habitants de ce pays. Il y a environ 165 zones de ce type appelées « Tribal Trust Land », terres surpeuplées, usées par la culture intensive, d'où les fermiers blancs extraient une main-d'œuvre à bon marché. Et pourtant, 40 % des terres « blanches » sont non ou sous-utilisées. Il y aurait même 4 millions d'hectares en friche, qui constituent une provocation permanente pour ces centaines de milliers de familles africaines entassées dans les « Tribal Trust Land » et les villages stratégiques, véritables camps de concentration conçus à la manière de ceux implantés par les Etats-Unis au Vietnam.

**Les ressources :** Le Zimbabwe est un pays riche en ressources naturelles. Outre ses capacités de productions énergétiques à partir du charbon, il est au quatrième rang mondial des producteurs d'amiante, au sixième pour l'or. Son sous-sol regorge de nickel, étain, cuivre, manganèse, et surtout renferme 80 % des réserves mondiales de chrome.

Ses principales productions agricoles sont le tabac, la canne à sucre, le coton, qui, avec l'élevage bovin, fournissent les principales entrées de devises du pays. Les exportations de chrome atteignaient plus de 300 000 tonnes en 1976. En 1973, la production de Nickel était de 12 000 tonnes soit 10 % de la production mondiale. Rien d'étonnant à ce que de nombreuses multinationales aient contourné les sanctions adoptées par l'ONU contre la Rhodésie, pour continuer à se procurer ces précieux métaux. Rien d'étonnant non plus à ce que les investissements de la Lonrho, de l'Anglo-American Corporation, et de l'Etat sud-africain se soient multipliés ces dernières années.

# Un enfer pour des millions d'africains

Rhodésie et Zimbabwe. Deux noms, deux symboles. Zimbabwe, c'est le nom de la ville fortifiée datant du XI<sup>e</sup> siècle et attestant, contre toute l'historiographie raciste, de l'existence dans ce pays d'une civilisation et d'une organisation sociale avancées avant la conquête.

La dénomination coloniale de ce pays est tirée du nom de Cecil Rhodes, Premier ministre de la colonie britannique sud-africaine du Cap. Rhodes, politicien et homme d'affaire entreprenant, décroche en 1888 un traité douteux par lequel le roi Lobengula lui octroie une « concession complète et exclusive sur tous les métaux et minéraux situés et contenus dans ses royaumes ». Les Britanniques instaurent peu à peu leurs pleins pouvoirs sur un vaste pays riche.

La compagnie de Cecil Rhodes a réalisé son objectif annexionniste non seulement grâce à un traité véreux, mais aussi grâce à la conquête la plus brutale. En 1893, alors que des révoltes éclatent dans le pays et que les minorités ethniques commencent à contester « l'arrangement » du roi Lobengula, la troupe anglaise en profite pour écraser militairement les populations africaines et en finir y compris avec leur royal allié.

Dès 1893, il ne reste plus trace d'un quelconque pouvoir indigène. L'impérialisme anglais y règne sans partage par l'intermédiaire de la compagnie créée à cet effet par Rhodes, la Compagnie britannique d'Afrique du Sud. Ce n'est qu'en 1922 que le pouvoir politique échappe définitivement à cette entreprise coloniale au profit d'un gouvernement de colons qui gère la colonie britannique sous le strict contrôle de Londres.

Née d'un projet capitaliste explicite, conquise par une compagnie privée et rattachée à la couronne britannique qui rêve de constituer un axe « du Cap au Caire », la Rhodésie va connaître l'une des plus intensives exploitations coloniales en Afrique noire. La domination économique systématique des populations noires se fonde tout d'abord sur la confiscation des terres. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les colons s'accaparent les meilleures terres. Sous le faux prétexte de vouloir protéger les terres indigènes, Londres décide de créer, en 1898, des « réserves indigènes ». Le résultat est évidemment contraire aux objectifs proclamés. La délimitation de zones tribales amorce un véritable parquage des Africains sur les mauvaises terres. Il reste aux colons à se partager les meilleurs sols. En 1930, la « loi sur le partage des terres » aggrave encore la situation. Les 50 070 colons (4,40 % de la population) détiennent 50,50 % des terres cultivables, alors que la couronne britannique se réserve de son côté

19,50 % des terres. Il ne reste dès lors aux millions d'Africains qu'à se partager les 30 % restant.

Cette pénurie de terre pour les Africains va évidemment favoriser l'exode vers les villes et constituer l'armée ouvrière dont l'impérialisme commence à avoir be-



soin dans les mines d'or, d'amiante et de chrome. Peu à peu « l'esclavage » ouvrier de cette masse de déracinés va favoriser un boom économique de la colonie. Le fer, le zinc, le plomb, le charbon et quelques premières industries de transformation vont faire de ce pays le second pays industriel du continent après l'Afrique du Sud.

L'exploitation et l'oppression trouvent leur institutionnalisation dans une ségrégation raciale stricte. Tout comme en Afrique du Sud, c'est au nom de la protection de la race blanche que peut se justifier un système législatif et politique dont l'objectif est de garantir profits aux capitalistes et rentes juteuses aux fermiers.

En 1936, une « loi sur la sédition » menace de répression tous ceux qui « susciteraient des sentiments d'hostilité entre les Européens et les autres races ».

Interdiction des relations entre Noirs et Blancs, emplois qualifiés réservés dans l'industrie, zones d'habitations séparées ont constitué l'essentiel du dispositif ségrégationniste. Mais, en fait, le système trouve son équilibre grâce à deux éléments fondamentaux : le droit limité de propriété pour les Noirs (qui n'ont, par exemple, pas le droit de posséder des mines) auquel on peut ajouter le partage inégal des terres, et l'absence totale de droits démocratiques élémentaires pour les populations africaines. L'Etat colonial, puis l'Etat indépendant rhodésien sont ainsi bâtis. La disparition des aspects superficiels de la ségrégation raciale ne peut suffire à remettre en question la domination blanche. L'émancipation nationale s'imbrique avec la destruction des deux piliers qui firent la Rhodésie coloniale blanche : l'accaparement des richesses et des terres, et l'absence de libertés démocratiques.

Toujours préoccupé d'homogénéiser son empire, d'articuler entre eux les différents territoires sous sa domination afin de rationaliser son emprise, l'impérialisme britannique envisageait, dès 1937, de fédérer la Rhodésie actuelle (appelée alors Rhodésie du Sud) à deux

autres pays: la Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie) et le Nyassaland (l'actuel Malawi). Ces deux territoires étaient alors des protectorats et non des colonies de la couronne comme la Rhodésie du Sud.

Fédérer ces trois pays avait un intérêt incontestable pour la Rhodésie du Sud, déjà beaucoup plus riche, mieux équipée et où se concentrait une grande partie du colonat. C'est en 1953 que se crée la fameuse Fédération Rhodésie-Nyassaland. Celle-ci représenta un cadre où le développement inégal ne cessa jamais de favoriser la Rhodésie du Sud. Ce sont, pour l'essentiel, les colons de Salisbury qui président aux décisions politiques. Leur industrie, leur agriculture, leurs infrastructures routière et ferroviaire constituent dès lors le maillon intermédiaire et l'auxiliaire de l'exploitation impérialiste des deux autres pays. La Fédération, qui durera ainsi pendant dix années, constitua un tremplin nécessaire à l'accumulation de la bourgeoisie coloniale rhodésienne. Par exemple, la Rhodésie du Nord (la Zambie), qui est l'une des principales productrices de cuivre au monde, a vu ses revenus baisser de 50 % entre 1953 et 1963 alors que Salisbury, capitale commune de la Fédération et de la Rhodésie du Sud, voyait l'installation des sièges des grandes sociétés impérialistes, bénéficiant ainsi de grosses ressources fiscales et de la concentration des investissements productifs.

## La longue marche

Mais les choses vont changer. Le continent africain est agité par la contestation nationaliste. Des hommes, comme le Ghanéen Nkrumah, se forgent un prestige dans la contestation de la domination coloniale et l'exigence de l'indépendance. De très nombreuses luttes voient le jour et sont presque systématiquement écrasées dans le sang. Les colonialismes français et britannique, qui à eux seuls monopolisent 70 % de la terre africaine, se lézardent. Les masses africaines commencent à s'organiser. Des petites bourgeoisies nationalistes s'imposent comme les élites dirigeantes des mouvements d'émancipation naissant.

Au sein de la Fédération Rhodésie-Nyassaland, les deux protectorats, à la différence de la riche colonie du Sud, sont traversés par un fort mouvement nationaliste. Les grèves et manifestations se font l'écho de la vague de fond qui vient du Kenya (révolte des Kikuyus en 1953) et du Ghana (création du Convention People's Party, en 1949). En 1951, Nkrumah est le premier Noir de l'empire à qui on demande de former un gouvernement semi autonome. La même année, en Rhodésie du Nord (l'une des composantes de la Fédération), se constitue le Congrès national africain de Rhodésie du Nord, dirigé par l'actuel président zambien Kaunda. En 1952, dans ce même pays, les mineurs du cuivre entrent en grève. En 1957, en Afrique occidentale, le Ghana devient indépendant.

Le 26 février 1959, un véritable soulèvement populaire se produit au Nyassaland et l'agitation s'étend aux deux autres pays de la Fédération.

Le 21 mars 1960 à Sharpeville, en Afrique du Sud, une manifestation monstre des Africains se termine par un massacre. Le monde entier tourne les yeux vers l'Afrique australe.

En 1960, commence la longue guerre civile au Congo ex-belge et la majorité des colonies françaises accède à l'indépendance.

Les masses africaines de Rhodésie du Sud ne restent pas insensibles à ces mouvements. En premier lieu, c'est au contact des syndicalistes et des nationalistes de Rhodésie du Nord et du Nyassaland que commence à se former une opposition. La Fédération est un cadre contra-

Les populations africaines et la lutte de libération vues par les colons. Deux citations :

*« Nous n'avons pas confiance dans la tolérance de la majorité africaine à notre égard si cette majorité devait accéder au pouvoir. Il y a trois grands groupes humains dans ce pays : les Européens (250 000), les Matabélés (700 000) et les Mashonas (5 300 000). Aussi, nous proposons de créer ici un système politique comparable à celui de la Confédération helvétique, avec trois provinces pourvues d'une certaine autonomie. Le pouvoir central serait contrôlé par les Européens, mais les Matabélés et Mashonas y participeraient. »*

*(Sutton Price, éminence grise de Ian Smith dans le Figaro du 20 mars 1975.)*

*« Il faudrait purement et simplement les descendre. C'est de la vermine. On les amène au milieu du village et pan ! Offrir des primes ? C'est même pas la peine, pour eux l'argent n'a pas de signification. Pour le moment, on ne fait que se défendre. Mais si ça continue, attention. Si on touche à ma femme et à mes gosses, j'ai chez moi de quoi empoisonner tous les puits de la région. Pour un de chez nous, on en tuera dix de chez eux. D'accord on retournera à la sauvagerie, mais on en tuera autant qu'il faudra pour avoir la paix. »*

*( Un fermier blanc du Front rhodésien de Ian Smith dans le Monde diplomatique de mai 1973.)*



dictoire pour la ségrégation stricte qui existe dans la colonie. Les populations noires des deux protectorats disposent de certaines « largesses » que Salisbury interdit à « ses » Africains. La loi électorale pour l'élection au Parlement fédéral permet, par exemple, à deux Africains d'être élus. La période fédérale 1953-1963 impose donc aux colons un certain assouplissement des formes superficielles de la ségrégation. On autorise notamment les Africains à fréquenter certaines piscines pour Européens. Ce qui fait dire à Nkomo, déjà dirigeant nationaliste : « *Ce n'est pas dans les piscines que nous voulons nager avec vous, c'est au Parlement (...)* »

Dans un tel climat politique, une partie du colonat européen de Rhodésie du Sud commence à trouver fort dangereux le maintien de la Fédération. En 1960, seize pays africains accèdent à l'indépendance. Londres prépare l'indépendance de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland pour 1964. Enfin, en Rhodésie même, les nationalistes africains exigent l'abolition du colonialisme et de la discrimination raciale. Les Britanniques sont dès lors pris entre deux feux ; d'un côté des nationalistes rhodésiens qui réclament le même droit à l'indépendance et, de l'autre côté, les colons blancs qui commencent à parler de leur propre rupture.

Les intérêts britanniques sont tels que les Anglais peuvent difficilement proposer une indépendance comme celle qui a été accordée au Ghana. La Rhodésie est une sorte de colonie de peuplement. Comment résoudre la coexistence des deux communautés sans provoquer le chaos ? La Rhodésie concentre une grande partie des investissements britanniques dans la région (à l'exception de l'Afrique du Sud). Comment maintenir le contrôle de tout cela en offrant à quelques dirigeants nationalistes le pouvoir politique ?

Avant même que cesse d'exister la Fédération, en 1961, les Britanniques font le choix d'une solution intermédiaire. La conférence constitutionnelle qui s'ouvre cette année-là regroupe les représentants de Londres, ceux des colons et enfin les nationalistes noirs en la personne notamment de Joshua Nkomo, président du Parti national démocratique.

Le projet impérialiste se résume à faire miroiter une indépendance prochaine tout en garantissant aux colons le maintien de leur pouvoir. La Constitution ainsi établie est un fleuron de cynisme colonial. Sur soixante-cinq

députés, quinze sont africains ou représentent des Africains, élus au suffrage universel censitaire par moins de 5 % de la population noire. Le nombre d'électeurs africains reste d'ailleurs à la discrétion totale du gouvernement puisque son accroissement éventuel se décide en fonction de critères de revenu, d'instruction et de propriété. D'une part, Londres garantit maintenant des pouvoirs exécutifs et législatifs plus étendus au régime colonial de Salisbury, d'autre part, il accorde des brouilles aux nationalistes africains en leur « offrant » quinze places au Parlement. L'essentiel des lois ségrégationnistes demeure et, particulièrement, celle du partage des terres.

## Vers l'indépendance unilatérale

1961, une nouvelle Constitution. 1963, fin de la Fédération Rhodésie-Nyassaland. Les Britanniques ne font que repousser les échéances. Travailleurs et conservateurs sont d'accord sur l'essentiel chacun en utilisant comme prétexte une partie de la Constitution de 1961. Pour les travailleurs, il s'agit de soutenir l'entrée des Noirs au Parlement. Pour les conservateurs, il s'agit de prétendre défendre les intérêts anglais en s'appuyant sur un consensus avec les colons.

Mais, de 1961 à 1965, les petits plans londoniens vieillissent mal. Les nationalistes refusent la Constitution et une partie décide d'engager une « lutte de libération » prolongée et violente. Une partie des colons dispose maintenant d'un seuil d'accumulation qui lui fait rêver à une expérience sud-africaine. Et, enfin, la bourgeoisie sud-africaine elle-même pousse à la constitution d'un Etat blanc en Rhodésie afin de constituer son glacis. L'arrivée des travailleurs au gouvernement à Londres va précipiter les choses.

Nkomo fait organiser une consultation partielle et extra-légale parmi les Africains pour juger de leur opinion à propos du projet constitutionnel. Résultat : 467 189 contre et 584 pour. Par contre, le référendum officiel parmi les Blancs se solde par un net succès. Près de 45 000 oui et 21 800 non. Mais les élections de décembre 1961 pour la constitution du nouveau Parlement aboutit à un petit coup de théâtre. Le parti blanc traditionnellement majoritaire, le United Federal Party est écrasé par le Rhodesian Front, plus à droite, qui s'accapare trente-cinq sièges. S'en était fini du parti qui avait gouverné la Rhodésie pendant trente ans, qui avait géré les intérêts britanniques. Désormais, le pouvoir appartient aux représentants des petits colons, des fermiers et des bourgeois dont l'essentiel des intérêts se situe sur place.

De 1963 à 1964, le régime rhodésien réclame l'indépendance. Ian Smith, le dirigeant du Rhodesian Front, multiplie les astuces de procédure, y compris celle de faire approuver son projet par une assemblée de chefs tribaux africains. Contre l'avis du gouvernement travailliste, il organise, le 16 octobre 1964, un référendum qui donne une très forte proportion en faveur de l'indépendance. Wilson rappelle ses principes dont les deux très « radicales » exigences que « *le statut politique de la population africaine devrait être immédiatement amélioré* » et que « *le régime devrait s'orienter vers l'abolition de la discrimination raciale* ».

Le 11 novembre 1965, Ian Smith proclame la déclaration unilatérale d'indépendance (UDI). Le colonialisme anglais a enfanté d'un monstre : une mini Afrique du Sud « *traître à la couronne* », un enfer pour cinq millions d'Africains. Mais ce qui préoccupe toujours plus les politiciens de Londres c'est l'avenir des intérêts impérialistes. ■

# Les rapports anglo-rhodésiens : 15 ans de dépit amoureux

Lorsque Ian Smith annonce l'indépendance de la Rhodésie, en novembre 1965, le gouvernement travailliste, dirigé par Wilson est dans un embarras extrême. La bourgeoisie britannique est, dès cette date, écartelée par l'alternative suivante : soit la crise rhodésienne dégénère en guerre par le soulèvement des masses noires, soit le régime Smith réussit à stabiliser pour un temps son pouvoir, établissant des liens étroits avec l'Afrique du Sud. Dans les deux cas, les capitalistes anglais craignent de devoir renoncer en grande partie à leurs profits juteux réalisés jusqu'à présent dans ce pays.

« *Aucun gouvernement n'a eu à faire face à un problème aussi complexe, aux dimensions aussi multiples* », déclare Wilson à l'ONU, le 16 décembre 1966. « *En théorie, dit-il, selon la loi constitutionnelle, c'est un problème intérieur ne concernant que le Parlement britannique, qui est seul responsable de la décision en Rhodésie, et le peuple rhodésien. Mais ceux qui croient que ce problème peut rester enfermé à l'intérieur de l'Angleterre et de la Rhodésie, ceux qui se refusent à reconnaître le fait qu'il s'agit d'un problème mondial, à la fois par ce qu'il symbolise et par ses conséquences, tous ces gens-là sont victimes de leurs propres illusions.* » Ainsi parlait Wilson.

A qui s'adressait cet appel ? A tous ceux qui avaient bel et bien l'intention de maintenir leurs relations économiques avec la Rhodésie. En premier lieu, les Américains pour qui le chrome est un minerai stratégique (industries aéronautique, spatiale et militaire) et pour la bourgeoisie britannique qui, dans sa majorité, adopte une attitude de dépit amoureux envers les colons rhodésiens.

Rebelle à la Couronne, telle serait la Rhodésie de Ian Smith. Cette « *affaire purement interne* » à la Grande-Bretagne n'interdirait donc pas des relations entre Salisbury et les autres capitales occidentales. Le Conseil de sécurité de l'ONU, d'ailleurs, s'était contenté, après la déclaration unilatérale d'indépendance de proposer des sanctions sélectives. Mais les progrès de la lutte de guérilla vont peu à peu contraindre les pays impérialistes dans leur ensemble à s'interroger, à chercher une solution rapide à la crise. L'écroulement de l'empire africain du Portugal, en 1974, et la remontée des luttes en Afrique du Sud vers la même époque nécessitent de mettre fin rapidement à l'abcès rhodésien afin de mieux préserver l'essentiel des intérêts dans la région. C'est le voyage de Kissinger en 1976 qui concrétisera ce changement politique de l'impérialisme américain.

Jusqu'à cette époque, les différentes tentatives de Londres de trouver une solution amiable avaient échoué. Parce que nullement différentes des rafistolages constitutionnels de 1961, les « plans » ménageaient essentiellement les colons et les intérêts britanniques. Conscients d'être en position de force, les racistes de Salisbury maintenaient leur veto à toute modification qualitative

du sort des Africains. En 1966, Wilson rencontre Ian Smith sur le bateau *Tiger*. Echec. En 1968, nouveau bateau, le *Fearless*. Nouvel échec. En 1969, pour bien marquer sa volonté d'en finir avec les pressions britanniques, Smith proclame la « République ». La colonie rebelle blasphème. La nouvelle Constitution exclut toute possibilité pour les Africains d'avoir un jour autant de députés les représentant que la communauté européenne.

En novembre 1971, Douglas Hume, Premier ministre conservateur, aboutit à un accord avec Smith selon lequel il y aurait progressivement une augmentation des sièges parlementaires pour les Africains jusqu'à ce qu'ils constituent un jour (?) une majorité. Une commission d'enquête, la « commission Pearce » doit se rendre sur place pour faire un sondage d'opinion parmi la population africaine. Cynisme et tartufferie.

Lorsqu'en décembre 1972, au Conseil de sécurité, une résolution afro-asiatique demande le rejet de l'accord Hume-Smith, le représentant britannique, Sir Colin Crowe, qui oppose son veto, déclare que malgré leur imperfection, les accords de Salisbury permettront d'enrayer l'évolution de la Rhodésie vers un régime d'apartheid.

Ian Smith déclare le 21 janvier 1972 que « *si les Africains rejettent notre offre, si leur réponse à la mission Pearce est non, cela constituera une claire indication de leur préférence pour notre constitution actuelle.* »

## La première tentative des conservateurs anglais

Au moment où la commission Pearce commence son enquête et rencontre des chefs nationalistes, la population africaine manifeste à Salisbury, Bulawayo et Um-tali. Le veto est dans la rue. La police tire : quinze morts. Le Premier ministre Douglas Hume est dans l'impasse. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste et l'extrême gauche condamnent le projet. *Le Monde* du 23 janvier 1972 note que « *le gouvernement conservateur doit tenir compte des pressions des milieux industriels et de la Cité qui avaient fortement poussé à un règlement et dont les représentants se sont déjà rendus à Salisbury, afin dissuader, d'y devancer la concurrence étrangère* ». Une situation qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe depuis la fin 1979 après les accords de Lancaster House.

Les conservateurs et les travaillistes n'ont jamais eu de plans bien différents vis-à-vis de la Rhodésie. Mais les conservateurs pouvaient s'avancer plus avant dans l'application de ces plans cyniques dans la mesure où ils n'étaient pas redevables devant les syndicats britanniques et les travailleurs de la manière dont ils pouvaient

liquider l'abcès rhodésien. Le patronat anglais tout comme le régime de Ian Smith étaient évidemment plus confiant dans le Parti conservateur que dans son concurrent travailliste. Si les politiques n'étaient guère différentes, les possibilités d'avancer dans la négociation étaient exclusivement du côté conservateur. Ce que les récents accords de Lancaster House obtenus par le gouvernement Thatcher confirment définitivement.

Cependant, les accords de 1971 échouèrent. Ce sont les manifestations de masse qui les ont fait capoter. Plus d'un leader nationaliste était prêt à s'y conformer, mais les quinze morts durant la visite de lord Peace ont été terriblement décisifs. Le rapport Pearce conclut en mai 1972 au "non" des Africains. Tout le projet capote. C'en est fini des possibilités de traiter de la question rhodésienne, rébellion à la couronne, par la seule entremise de la diplomatie anglaise. Ian Smith renforce le dispositif répressif. Le 24 novembre 1972, il propose un projet de loi qui prévoit que les élus africains siègeront désormais dans des assemblées régionales distinctes du Parlement et compétentes, seulement, pour adopter certaines dispositions de caractère local, comme cela se pratique dans les « bantoustans » d'Afrique du Sud. En 1973 apparaissent les « villages protégés ». La lutte armée fait des progrès. Un an plus tard, c'est la crise en Angola et au Mozambique. En 1976, ce sont les émeutes de Soweto en Afrique du Sud.

## Les Etats-Unis entrent dans la danse

L'Afrique australe s'embrace. La lutte d'émancipation fait frémir gouvernements et industriels. Le gouvernement américain va entrer dans la danse, d'abord par des pressions discrètes sur l'Afrique du Sud, les Etats africains néo-coloniaux voisins, puis par une intervention directe et publique. Intervention en deux temps.

C'est d'abord le 25 août 1975. Dans un wagon de chemin de fer sud-africain, immobilisé sur le pont frontière de la Zambie et de la Rhodésie, au-dessus des eaux du Zambèze, une conférence se tient au lieu-dit de Victoria Falls. S'y retrouvent, Smith pour le régime rhodésien, Nkomo pour le ZAPU, Sitholé pour le ZANU, Chikéréma pour le FROLIZI et Muzorewa pour l'ANC. Un tel « sommet » n'avait été réalisable que parce que le Premier ministre Vorster et le président zambien Kaunda, inspirés par les pressions de Washington, avaient décidé d'œuvrer à la « paix » en Rhodésie. Vorster avait convaincu son petit copain Smith, et Kaunda s'était chargé avec ses collègues Nyerere de Tanzanie et Samora Machel du Mozambique de persuader les nationalistes. Mais la « déclaration d'unité du Zimbabwe » resta au musée de la paperasse diplomatique. Smith se refusant à donner un accord pour le suffrage universel la conférence de Victoria Falls capota à son tour.

En 1976, Kissinger fait une tournée en Afrique australe. Le prix Nobel de la paix a décidé de mettre la main à la pâte avant qu'il ne soit trop tard. Le 26 octobre 1976 s'ouvre à Genève une nouvelle conférence. Les Britanniques sont, cette fois, présents et même présidents. Cette réunion fait suite à l'acceptation en septembre par Ian Smith des propositions du « plan Kissinger ». Le chef de la diplomatie américaine propose le passage du pays à la « règle de la majorité » dans un délai de deux ans. Les Etats africains voisins (la Zambie, la Tanzanie, le Mozambique et le Botswana) ont refusé ce plan, mais se sont prononcés tout de même pour une conférence où l'on discuterait des « structures et du fonctionnement de la transition ». Subtilité que cela. Lorsque

s'ouvre la Conférence de Genève, seul Ian Smith estime que le plan Kissinger est indivisible et négociable en bloc. Les nationalistes y viennent « pour mettre sur pied un gouvernement de transition et non pour élaborer un règlement pacifique » (Nkomo)

Incontestablement, la Conférence de Genève subit la pression de la lutte armée. Les nationalistes ont désormais les moyens de faire entendre leur voix. Mais le programme nationaliste se résume à obtenir le suffrage universel. Ils se sont enfermés depuis trop longtemps dans le cadre d'une négociation avec Londres sous le prétexte qu'il s'agit d'une rébellion contre la couronne pour s'opposer maintenant aux rouages de la diplomatie impérialiste. Sur eux pèsent sans discontinuité les cinq « Etats de première ligne » où ils ont leurs centres d'entraînement, leurs directions politiques, leur presse et leur armement. La Conférence de Genève met à nu le discours, finalement réformiste, de ceux qui, depuis vingt années, dans les luttes urbaines, puis dans la guérilla contestent le pouvoir blanc et représentent les masses africaines.

Ainsi Mugabe, le 25 décembre 1976, au journal *Daily News* fait part de ses critiques à l'égard de la Grande-



Bretagne dont il estime qu'elle ne « négocierait pas sérieusement » et propose la désignation, pendant une période transitoire, d'un commissaire résident britannique ayant « essentiellement un rôle d'apparat ». Nkomo, de son côté, estimait, le 28 décembre au Kenya, que le terrorisme à l'intérieur du Zimbabwe pouvait « déboucher sur une véritable guerre civile aussitôt après le transfert des pouvoirs à la majorité noire, s'il n'est pas immédiatement contrôlé. » (AFP)

Deux points demeuraient contestés : les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur et les pouvoirs du représentant britannique durant la période transitoire.

Les Britanniques rectifièrent peu à peu leur position. Leur représentant à la Conférence, Richard, estimait, le 30 décembre 1976, en Zambie, que son pays « n'avait aucunement l'intention de gérer les affaires rhodésiennes pendant la période intérimaire » et plus particulièrement d'y envoyer des troupes qu'elles soient strictement anglaises ou issues des pays du Commonwealth. Devant les dangers d'échec de la Conférence, Callaghan déclarait, le 2 janvier 1977, que la Grande-Bretagne était prête à prendre ses responsabilités en Rhodésie aussi longtemps que ceci n'exigera pas l'usage de la violence et de la force.

Peu à peu la position britannique se précise et en avril 1977 on en arrive à reconnaître la nécessité d'une « force de soutien logistique » britannique. La vieille idée que l'ex-puissance coloniale doit reprendre du service en Rhodésie pour aboutir à une décolonisation en règle, avec suffrage universel, refait surface. Mais, entre temps, les positions des autres partenaires ont évolué. Smith envisage de traiter exclusivement avec les nationalistes de son choix, c'est-à-dire essentiellement les groupes qui n'agissent pas par la lutte armée. En janvier 1977, Mugabe affirme que la Conférence de Genève est un succès dans la mesure où il est établi maintenant que les Britanniques et les Américains ont avoué que leur intention était de mettre en place un gouvernement fantôme qu'ils qualifient de modéré. Nkomo, de son côté, le 7 février, vilipende l'ancienne métropole qui « s'est moquée des nationalistes » en faisant de la Conférence de Genève « une affaire entre la Grande-Bretagne et la Rhodésie » (AFP).

## Le prologue de Lancaster House

La Conférence de Genève n'est pourtant pas un échec total pour l'impérialisme. Elle a permis de tester les adversaires sur plusieurs points. Smith s'est engagé,

pour la première fois, à accepter à terme une reconnaissance du suffrage universel et la « loi de la majorité » pour les Noirs.

Les mouvements nationalistes qui mènent la lutte armée ont accepté la médiation britannique ; ils ont accepté le principe d'une période transitoire même s'ils demeurent opposés à un partage obligatoire du pouvoir avec Smith.

Enfin, les « Etats de première ligne » ont servi de cheval de Troie durant toutes les négociations. Y compris le Mozambique dont le président Samora Machel déclarait le 6 janvier « qu'en travaillant ensemble (avec le Britannique Richard) nous pourrions parvenir à une solution acceptable du programme du Zimbabwe », affirmant aussi son intention d'apporter « tout l'appui possible et la collaboration nécessaire à la réussite des négociations en cours » (AFP).

C'est pourquoi, à partir de septembre 1977, Anglais et Américains repartent à l'offensive afin de faire aboutir leur plan. A nouveau, sont organisées de multiples consultations avec Smith, avec les Sud-Africains, avec les Etats africains « de première ligne » et avec les divers leaders noirs du Zimbabwe.

« Les boursicoteurs s'emballent à nouveau pour les valeurs rhodésiennes », écrit le *Evening Standard* du 5 octobre 1977. « Cette fois-ci, dit le journal londonien, ils sont stimulés par l'idée que les entretiens de Ian Smith et du président de la Zambie, Kaunda, vont, enfin, rapprocher le jour du règlement du "problème" rhodésien, entraînant une formidable aubaine sous forme d'obligations arrivées à échéance et de paiements d'arriérés de dividendes ». L'enjeu : vingt millions de dividendes impayés et quarante sept millions de livres d'obligations arrivées à terme depuis 1965. Le plan anglo-américain, que chacun essaye maintenant d'utiliser à son profit, propose d'aboutir à la « loi de la majorité » tout en assurant « la protection contre la dépossession ». Selon le *Financial Times* du 2 septembre, cela « donnera une assurance contre l'expropriation, sauf dans certains cas spécifiques et à la condition d'un paiement rapide d'une compensation adéquate », celle-ci pouvant « être transférée à l'étranger dans un délai raisonnable ».

Les Britanniques proposent une « transition » de six mois dirigée par un « résident » anglais. L'homme proposé est à cette époque lord Carver, chef de la Défense de 1973 et 1976 et... un des responsables de la lutte contre l'insurrection Mau-Mau, en 1953, au Kenya. C'était le prologue aux négociations de Lancaster House. ■

1965 : 7 mai, élections générales qui donnent la totalité des sièges au Front rhodésien de Ian Smith. 5 novembre, proclamation de l'état d'urgence. 11 novembre, déclaration unilatérale de l'indépendance. Vote de sanctions sélectives par le Conseil de sécurité.

1966 : décembre, rencontre entre Wilson, Premier ministre travailliste britannique et Ian Smith, à bord du « Tiger ».

1967 : l'Afrique du Sud envoie en Rhodésie des forces de police pour épauler l'armée de Salisbury.

1968 : mai, vote à l'ONU des sanctions économiques « obligatoires » et complètes. Octobre, nouvelle rencontre Wilson-Smith à bord du bateau « Fearless ».

1969 : nouvelle Constitution en Rhodésie qui devient « République ».

1971 : novembre, signature du projet d'accord anglo-rhodésien par Smith et Alec Douglas Hume, Premier ministre conservateur de l'ancienne métropole. Cet accord doit être approuvé par « l'ensemble du peuple rhodésien » pour pouvoir entrer en vigueur.

1972 : janvier, arrivée à Salisbury de la « commission Pearce » chargée de

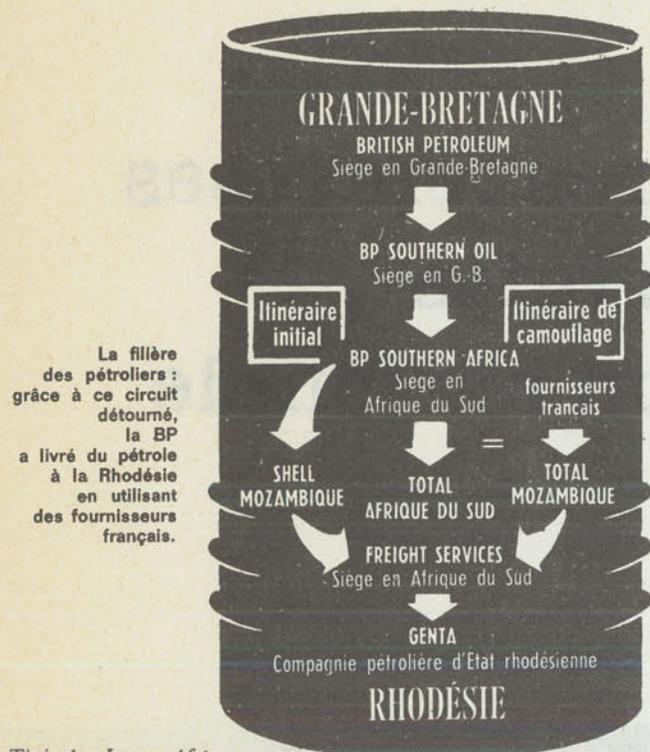
faire le « sondage d'opinion » des Africains sur ce fameux accord. Mai, la commission publie son rapport : majorité de « non » des Africains.

1975 : 25 août, Conférence de Victoria Falls regroupant Smith, les divers groupes nationalistes. Echec.

1976 : octobre, ouverture de la Conférence de Genève convoquée par la Grande-Bretagne. Mise en place du « plan anglo-américain ». Décembre, ajournement de la Conférence.

1977 : 2 mars, le Congrès américain, en opposition au vote de l'ONU, abroge l'amendement Byrd.

## Comment les compagnies pétrolières ont tourné l'embargo



Tiré de *Jeune Afrique*

En 1978, une commission d'enquête révéla comment, malgré le blocus par la marine britannique du port mozambicain de Beira, de 1966 à 1975, et avec l'assentiment des gouvernements conservateur d'Edward Heath et travailliste d'Harold Wilson, la British Petroleum et la Shell approvisionnèrent la Rhodésie en pétrole. Pourtant, Shell et BP avaient promis-juré à leur gouvernement, en 1966, que « ni elles ni aucune autre société au sein de laquelle elles détiennent des actions ne se sont engagées dans un commerce direct ou indirect avec la Rhodésie ».

Le trafic de la BP se faisait par l'intermédiaire de sa filiale mozambicaine, Shell Mozambique, qui a chargé pendant une douzaine d'années environ cinquante wagons de pétrole par an à destination de Salisbury. Les deux premières années, et pour brouiller les pistes, ces wagons se rendaient à la raffinerie de Durban en Afrique du Sud et, revenaient à Moamba, au Mozambique, avant de franchir la frontière rhodésienne. Après 1967, le pétrole emprunta une voie plus directe entre la raffinerie mozambicaine de Beira et Umtali en Rhodésie.

Après quelques histoires entre la BP et la Shell, ces deux sociétés s'associèrent pour utiliser un nouvel intermédiaire dans leur commerce, la société française Total ! Le ministère des Affaires étrangères britanniques était évidemment au courant de cet arrangement avec la société française. Les divergences entre les deux compagnies anglaises provoquèrent la fin de la collaboration avec Total, vers 1973. Et ce sera par l'intermédiaire, cette fois-ci, d'une société sud-africaine, Freight Services que BP, Shell continuèrent leur fructueuse combinaison et couvrant pendant de nombreuses années jusqu'à 51 % des besoins pétroliers rhodésiens... à des prix juteux !

## Le bluff des sanctions économiques

À la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance en 1965, le Conseil de sécurité de l'ONU avait décidé des sanctions économiques sélectives contre la « colonie rebelle ». En mai 1968, l'ONU décida des sanctions complètes et obligatoires. Le 7 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations unies se prononça même pour la rupture des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales et radiophoniques avec la Rhodésie et l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud et le Portugal en raison du refus de ces pays d'observer le boycottage actuel contre la Rhodésie. Bien évidemment, le délégué français se retrouva avec l'Afrique du Sud, le Portugal, l'Angleterre et les USA pour s'opposer à ce vote pourtant bien inoffensif car le plus souvent non suivi d'effets.

Dès cette époque, les industriels occidentaux et, en premier lieu, les Anglais et les Américains vont s'ingénier pour contourner ces décisions. Il n'y avait pas moins de cinq cent quatre-vingt-treize sociétés internationales qui tournaient régulièrement l'embargo en 1978. Ces sociétés faisaient transiter les produits destinés à la Rhodésie par le Mozambique ou l'Afrique du Sud, et achetaient des matières premières à Johannesburg en sachant pertinemment qu'elles provenaient de Rhodésie.

En avril 1973, par exemple, le gouvernement rhodésien réussit à acheter sur le marché suisse trois avions Boeing à 480 000 dollars pièce. Satisfait de cette nouvelle entorse aux sanctions, le ministre rhodésien des Transports déclarait, le 17 avril de la même année, que l'achat de ces avions malgré l'embargo constituait « la plus grande brèche ouverte à ce jour dans le système des sanctions » (*le Monde*).

Toutefois, à partir de 1965, le « blocus » a eu quel-

ques effets sur l'économie rhodésienne notamment en obligeant les dividendes des capitaux bloqués à s'investir sur place. Faute de devises étrangères, les importations furent réduites et, pour satisfaire le marché intérieur, se développa une industrie rhodésienne fort dynamique, aidée technologiquement par les Sud-Africains. Entre 1968 et 1973, le taux de croissance de l'industrie a varié entre 10 et 14 %. En 1971, l'indice de production était deux fois et demi supérieur à celui de 1964. Seule, peut-être, une partie de l'agriculture, notamment la culture du tabac, a souffert des sanctions. Cette situation à laquelle s'ajoute l'insécurité des campagnes, a en partie recentré l'économie rhodésienne autour de l'industrie. Les capitaux s'investissent maintenant dans les mines et les manufactures. La production de l'industrie minière, qui de 1964 à 1972 a doublé, détrône l'agriculture. L'agriculture ne représente plus que 38 % des exportations.

En 1971, l'amendement Byrd au budget militaire des Etats-Unis permit, au nom de la « sécurité nationale » d'importer des minerais rhodésiens (chrome, nickel, cuivre, etc.) En 1972, Salisbury a ainsi fourni aux USA, en minerai — surtout du chrome — pour une valeur de treize millions de dollars. Ironie du sort, de telles ventes ont été aussi réalisées en direction des pays de l'Est !

Mais, avec le développement de la guérilla, l'économie rhodésienne va déchanter au milieu des années soixante-dix. Le budget militaire devient monstrueux. La lutte armée s'étend, obligeant la fermeture de certaines fermes et de certaines mines. Les colons blancs se mettent à émigrer en Afrique du Sud ou en Grande-Bretagne. Dès lors, la recherche d'une solution au conflit va correspondre à une nécessité économique pour le régime raciste rhodésien.

# Les premières tempêtes de la lutte de libération nationale

Le mouvement nationaliste au Zimbabwe ne date pas des débuts de la lutte armée. Bien avant les années soixante, le colonialisme avait dû s'opposer aux révoltes paysannes, aux refus plus ou moins spontanés des masses à subir le joug anglais. Mais, à la suite de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement après la fondation de la Fédération Rhodésie-Nyassaland, le mouvement va s'accélérer. Comme en Rhodésie du Nord (Zambie) et au Nyassaland, le syndicalisme dans les mines va constituer un point important de prise de conscience et d'organisation. Même si ce ne sont pas les directions syndicales à proprement parler qui donnent naissance au mouvement politique d'émancipation, il est incontestable que les embryons de groupements nationalistes vont trouver un début d'implantation grâce aux liens tissés avec le syndicalisme.

1945 et 1948, deux grèves générales des chemins de fer durant lesquelles on commence à parler d'un certain Joshua Nkomo. Employé depuis 1947 dans les chemins de fer, celui-ci devient, en 1951, secrétaire général du syndicat des cheminots. Nkomo fait preuve d'une grande capacité et son syndicat approche les 3 000 adhérents.

Dans les années cinquante, le cadre fédéral impose d'une certaine manière un « assouplissement » des formes de ségrégation raciale. Les colons en Rhodésie du Sud doivent



faire quelques concessions pour que le statut des Africains dans ce pays ne soit pas trop différent de celui qui existe dans les deux autres Etats. Nous sommes évidemment encore très loin du compte. Mais il existe quelques droits syndicaux et une élite africaine qui peut participer à la vie politique. Ainsi verra-t-on Joshua

Nkomo adhérer au parti fédéral (UFP) de Godfrey Huggins et Sithole adhérer à celui de Garfield Todd, le Parti africain central (CAP). Les politiciens européens qui accueilleraient ainsi ces Africains dans les rangs de leur parti espéraient intégrer une intelligentsia africaine naissante et permettre ainsi un rapport fonciè-

rement paternaliste avec la masse des Africains maintenus sous le joug de l'oppression.

## Une contestation respectueuse

Toutefois, certains Africains cherchèrent les voies de leur indépendance politique. C'est, par exemple, le cas de Edesar Stolé et de Dunduza Chisiza qui proclamèrent la Ligue des jeunes, mouvement exclusivement noir. En 1957, ces militants et un certain Robert Chikerema, président d'une société multiraciale, la Société du capricorne, organisèrent un boycott des autobus de Salisbury pour protester contre l'augmentation des tarifs.

Le succès de cette lutte renforça la Ligue et, en septembre 1957, autour de cette organisation s'amorce une tentative de regroupement de l'opposition africaine. Une conférence donne naissance au Congrès national africain (ANC) présidé par Nkomo et dont le secrétaire est un syndicaliste, G. Niandoro. Le programme de l'ANC reste fort réformiste et même assez respectueux pour le pouvoir colonial. Exigeant l'égalité politique, il maintient cependant toutes les illusions quant à une évolution pacifique par pressions démocratiques.

En 1960, l'ANC devient Parti démocratique national (NDP). Alors qu'en Rhodésie du Nord et au Nyassaland c'est l'indépendance nationale qui est exigée par les nationalistes, en Rhodésie du Sud le mouvement réclame essentiellement le suffrage universel sous le slogan « un homme, une voix ».

La nouvelle Constitution de 1961 qui entérine l'inégalité des droits et l'omnipotence de la communauté blanche entame quelque peu les es-



poirs des nationalistes envers la politique de Londres. Les Britanniques se refusent de toute évidence à s'aliéner les colons. Nkomo lui-même aurait dans un premier temps accepté le cadre de la nouvelle Constitution (15 sièges parlementaires aux Africains sur 65). Mais sur la pression de son entourage il se rétracte.

Le Front rhodésien d'extrême droite arrive au pouvoir. Le processus qui mènera à l'indépendance unilatérale, en 1965, est amorcé. Les masses africaines sont maintenant éveillées par les indépendances nationales qui se multiplient à travers le continent. Les directions nationalistes petites-bourgeoises se sont jusqu'à présent cramponnées à leurs illusions sur la démocratie formelle, les pressions diplomatiques et les conférences constitutionnelles.

Le refus de la nouvelle Constitution de 1961, c'est une partie de ces illusions qui disparaissent.

D'autant que les colons y répondent par la répression. Le 17 décembre, le NDP de Nkomo est interdit.

Le mouvement réapparaît sous le nom de l'Union du peuple africain du Zimbabwe, ZAPU. Mais, en décembre 1962, alors que l'état d'urgence est proclamé, la ZAPU est elle-même interdite.

La clandestinité s'impose et le mouvement va opérer un tournant. Face à la répression et à la violence quotidienne, il s'engage sur le chemin de la lutte armée, principalement rurale. Des villes, le centre de gravité de la lutte d'émancipation va passer aux campagnes. Mais cette évolution ne modifie pas la nature des directions. Petites élites urbaines, elles radicalisent à peine leur programme en prenant le chemin du maquis. Ainsi Nyandoro explique que « malgré les changements de nom et les contextes causés par la répression du gouvernement, il y aura eu une continuité dans la lutte de libération nationale et sa direction depuis 1957 ». (*Depth*, revue canadienne, 1968.)

L'histoire de la lutte armée commence. Elle finira à Lancaster House.

## Notre solidarité avec le peuple du Zimbabwe

Mugabe et Nkomo ont signé un accord néo-colonial. Mais, pendant vingt ans, ce sont des milliers de femmes et d'hommes qui ont rejoint la lutte armée pour en finir avec leur exploitation et leur oppression. Ce sont des dizaines d'écoliers qui décidaient un beau jour de faire « l'école buissonnière » et de passer en Zambie ou en Tanzanie pour recevoir un entraînement armé.

Pendant vingt années c'est ainsi que le peuple du Zimbabwe a voulu faire entendre sa voix.

Quelles que soient les critiques qu'il nous faut faire aux dirigeants nationalistes, quels que soient les doutes que nous avons toujours eus sur leur stratégie notre soutien allait à ces milliers de combattants. Eux, ils étaient de « notre camp » contre l'impérialisme, contre les racistes. En Grande-Bretagne, nos camarades de

l'International Marxiste Group ont soutenu les « freedom fighters » contre la répression.

Ces milliers d'hommes et de femmes qui ont été assassinés par les troupes rhodésiennes et sud-africaines ont été l'expression du mouvement d'émancipation du peuple du Zimbabwe. Pour en finir avec l'enfer de la ségrégation raciale, ils avaient choisi l'enfer de la clandestinité, de la guérilla, de la torture et du napalm.

Nous n'avons aucune sympathie pour Nkomo et Mugabe. Nous n'avons soutenu ni leurs directions ni leurs programmes. Mais nous ressentons combien ceux qui luttèrent comme simples combattants dans les rangs de la ZANU ou de la ZAPU étaient engagés dans un combat anti-impérialiste qui est aussi le nôtre.

C'est bien pourquoi l'accord de Lancaster House a été pour tous ceux-là un coup de poignard dans le dos. Le combat n'est pas terminé.



La lutte armée menée par les nationalistes après la déclaration unilatérale d'indépendance de 1965 n'a pas été un discriminant politique fondamental.

Les directions nationalistes l'ont utilisée comme moyen pour forcer les colons à négocier. Elles ont gardé l'espoir et l'illusion que la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale, puisse imposer une « décolonisation » du Zimbabwe, comme elle le fit au Kenya.

La répression féroce du régime raciste et de ses alliés sud-africains, et la configuration géographique de la Rhodésie n'ont pas permis que se stabilisent de vastes zones libérées, organisées par la guérilla, même si, dans la partie nord du pays, des régions semi-libérées restaient sous le contrôle des guérilleros clandestins.

La structuration même de cette lutte armée rendit aussi les organisations nationalistes fortement dépendantes des pays africains qui leur donnaient asile et des bureaucraties soviétique et chinoise qui leur offraient, parfois, leur aide.

Dès lors, l'histoire du nationalisme moderne, de ses divisions, de ses « réunifications » se calque en quelque sorte sur la chronologie des différentes conférences constitutionnelles convoquées pour régler le problème rhodésien. Elle se confond aussi avec les multiples tripatouillages auxquels se sont livrés la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique au sein du mouvement de libération.

# Les nationalistes de la guérilla au gouvernement

La Zimbabwe African People Union (ZAPU), qui se forme en 1961, sous la direction de Nkomo, est la première des organisations nationalistes modernes. Son programme politique fixe comme objectif « d'établir la politique du "one man-one vote" comme la base de gouvernement de ce pays » et « d'unir les peuples africains de sorte qu'ils se libèrent eux-mêmes de toutes formes d'impérialisme et de colonialisme (1) ». Bannie le 20 septembre 1962, à la suite de la proclamation de l'état d'urgence, la ZAPU se maintiendra dans la clandestinité.

En 1963, intervient la première scission du mouvement nationaliste avec la formation de la Zimbabwe African National Union (ZANU), de Sithole. Ce qui fut rendu public des débats provoquant cette rupture montre le caractère foncièrement tactique des divergences. Suivant la place occupée par les protagonistes, les versions en sont évidemment différentes.

Pour les dirigeants de la ZAPU, comme George Silundika, « quatre membres du comité central du ZAPU, conduits par le révérend Ndabanindji Sithole, décidèrent de leur propre initiative d'accepter l'offre du gouvernement britannique de constituer "une conférence constitutionnelle" (2) ». Ce qui accrédita l'idée des « péchés originels » légalistes de la ZANU. Quant aux dirigeants de la ZANU, ils affirment avoir été dès le début des partisans de la lutte armée. Deux jours après la création de la ZANU, Nkomo forme alors le People's

Caretaker Council (PCC) qui gardera le nom de ZAPU à l'extérieur du pays.

La part des querelles bureaucratiques semble toutefois avoir été déterminante puisque la première chose que Nkomo fit adopter dès la fondation du PCC, c'est sa proclamation comme « président à vie » de l'organisation.

Plusieurs années d'anathèmes et de règlements de comptes violents s'en suivront, permettant ainsi au régime raciste d'interdire les deux organisations, le 24 août 1964.

Cette rupture marque le mouvement nationaliste pour de longues années, source de confusion et de démoralisation. L'exil des nationalistes après 1965 va renforcer le poids des Etats africains voisins sur les différentes fractions du mouvement de libération. L'implantation ethnique des mouvements jouera aussi, par la suite, comme un moyen pour les diverses cliques bureaucratiques de maintenir la division et la structuration fortement hiérarchisée des formations politiques.

Après l'UDI, qui constitue la première défaite du mouvement nationaliste, la ZANU et la ZAPU se proclament partisans de la lutte armée. Nkomo et Sithole étaient alors en prison où ils passeront une dizaine d'années.

## Les débuts de la lutte armée

La première grande offensive militaire menée par les guérilleros de

la ZANU fut un total fiasco. Dans le nord du pays, à Sinoia, ils sont défaits en avril 1966 par une opération policière d'envergure. Pendant plusieurs années, la ZANU n'aura plus aucune activité militaire.

En 1967, la ZAPU, qui a le soutien de la bureaucratie soviétique, mène avec l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, un mouvement dirigé par le Parti communiste sud-africain, une action militaire à partir de la Zambie, mais sans grand succès. Cela inquiéta suffisamment Salisbury pour que Ian Smith appelle à l'aide des forces de sécurité sud-africaines et se plaigne de ce qu'un « gouvernement du Commonwealth (la Zambie) se lance dans une politique de violence contre un autre membre du Commonwealth qui n'a commis aucune agression et désire coopérer amicalement (3) ».

L'échec des premières actions de guérilla fut un sérieux coup au moral des combattants et accéléra la cartellisation du mouvement de libération.

Nkomo étant en prison, la ZAPU est dirigée par Jacques Chikerema qui assume la présidence, Jason Moyo, Edward Ndlovu, George Nyandoro et George Silundika. En septembre 1969, une crise éclate. Moyo, Ndlovu et Silundika accusent Chikerema de monopoliser la direction. Chikerema favorable à une réunification avec la ZANU prend alors contact avec certains de ses dirigeants.

La division au sein de la direction de la ZAPU coïncide avec des cliva-

ges ethniques. La ZAPU était composée de Ndébèles et des membres d'un sous-groupe de l'ethnie shona, les Zezurus. Or le clivage apparaît entre les Zezurus (Chikere-ma et Nyandoro) et les Ndebeles (Moyo, Ndlovu, Silundika).

Toutefois, cette lutte d'appareil fut dénoncée par la base de la ZAPU. Les combattants montrèrent leur exaspération devant ces querelles de sommet en entourant, le 11 mars 1971, le siège de la ZAPU et en arrêtant les dirigeants présents. Il faudra l'intervention du gouvernement zambien pour ramener le calme. Kaunda fera arrêter plus de deux cents membres de la ZAPU et déportera en Rhodésie 129 dissidents, dont certains furent ensuite condamnés à mort par le régime raciste !

En octobre 1971, la scission au sein de la ZAPU sera consommée, avec la formation du FROLIZI (Front de libération du Zimbabwe) composé de membres de l'ethnie des Zezurus, provenant de la ZANU, comme Shamuyarira et de la ZAPU, comme Chikerema et Nyandoro.

## La formation de l'ANC

En décembre, à l'occasion de la commission Pearce, envoyée par le gouvernement britannique pour enquêter sur la situation de la colonie « rebelle », se constitue au Zimbabwe même l'ANC (African National Congress) présidée par l'évêque Muzorewa.

Lorsque la venue de la commission Pearce est annoncée, les Noirs y voient l'occasion de dénoncer publiquement le régime raciste de Smith. Le programme de l'ANC est légaliste et pacifiste. Dans un tract diffusé en décembre 1971, elle affirme vouloir rassembler « tous ceux qui avaient à cœur de travailler à sauver le pays maintenant (4) ». Muzorewa précisa que l'objectif de l'ANC était d'« expliquer clairement le contenu du projet d'accord et inviter les populations à rejeter ce projet anglo-rhodésien ». Le succès populaire de l'ANC fut considérable pendant le passage de la commission Pearce. Et, en mars 1972, l'ANC décide de se structurer et adopte un manifeste qui s'adresse « à tous les Africains de ce pays, riches ou pauvres, jeunes ou vieux, éduqués ou non, chefs ou sujets », ainsi qu'« aux membres des autres races désirant établir une fraternité humaine », pour construire un « Zimbabwe d'une manière chrétienne et non violente ». Plus loin, le manifeste précise « nous croyons à la lutte, non violente, pacifique (...) à mener dans le cadre

légal pour la mise en place d'un gouvernement constitutionnel », et propose de protéger « les droits et les propriétés de la minorité ». Enfin, s'adressant au régime raciste, l'ANC déclare : « L'heure est venue de s'asseoir ensemble pour des négociations pacifiques, pour essayer de trouver un compromis qui achèvera l'harmonie raciale. Ceci est indispensable pour maintenir la stabilité sociale, pour la croissance économique et pour la sécurité future de nous et de nos enfants. »

L'apparition de ce quatrième mouvement nationaliste, disposant à l'intérieur du pays d'une base de masse dans les villes compliquait encore la question de l'unité du mouvement de libération. Dès 1972, le comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réuni à Benghazi, demande aux nationalistes de s'unifier. Sur la base de ces pressions naîtra, le 23 mars 1972, le Joint Military Commandement (commandement militaire conjoint) regroupant la ZANU et la ZAPU, qui n'eut quasiment aucune existence réelle.

## Recrudescence de la guérilla

En 1972, plusieurs indices prouvent la recrudescence de la guérilla, malgré l'échec de l'unification. A Radio-Salisbury, Ian Smith lui-même admettait le 18 janvier 1973 que « après s'être tenus tranquilles pendant longtemps, les terroristes ont essayé de coordonner leurs efforts sur un vaste front et tout indique qu'il y aura encore de l'action ». Quelques semaines plus tard, reconnaissant « les succès remportés par la subversion au moyen de l'intimidation et de la propagande au sein de certaines de nos tribus (5) », il autorisait les autorités tribales du nord du pays à imposer des châtiments collectifs et des amendes à tout village soupçonné d'aider la guérilla. Et en janvier 1973, à titre de représailles, le gouvernement rhodésien ferma la frontière avec la Zambie qui abritait alors les quartiers généraux de la ZANU et de la ZAPU. Un mois plus tard, Smith assurant avoir obtenu des garanties contre les infiltrations de guérilleros, décidait de rouvrir la frontière avec la Zambie, signifiant ainsi l'échec relatif de son coup de semonce.

Avec cette remontée de la lutte armée, on assiste à un nouveau découpage des forces nationalistes. En 1972, le ZAPU mène encore quelques actions le long du Zambèze, mais c'est la ZANU qui assume l'essentiel de l'effort militaire et bénéficie d'un soutien croissant dans les zones

peuplée de Shonas dans le nord du pays.

Au Mozambique, en octobre 1972, le FRELIMO ouvre un nouveau front dans la province de Manica et Sofala près de la frontière rhodésienne, et accorde alors aux combattants de la ZANU le droit de passage dans cette zone. Dans son discours à l'occasion de la signature des récents accords de Lancaster House, Samora Machel le président mozambicain, rappelait : « Nous avons remis nos armes, nos munitions aux combattants du Zimbabwe. Dans cette période, nous avons entraîné dans nos bases de nombreux combattants, nous avons reçu dans nos zones libérées des populations zimbabwéennes qui fuyaient la répression (6). »

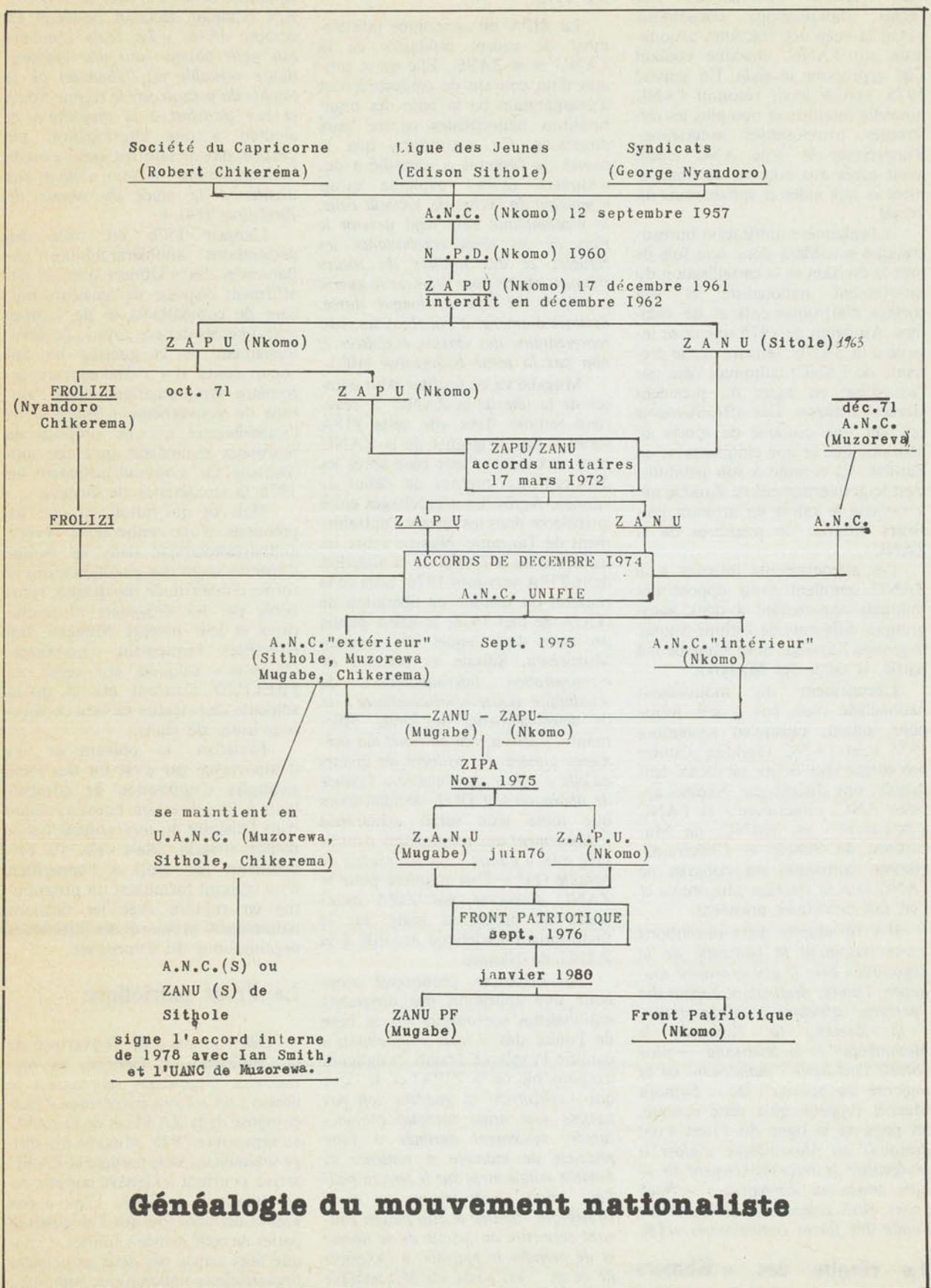
Et le Mozambique indépendant ne se prive pas aujourd'hui d'utiliser ce crédit pour faire à diverses reprises pression sur ses protégés de la ZANU.

## L'unification forcée de 1974

Le renouveau de la lutte armée jeta aussi les bases de nouvelles négociations avec le régime raciste de Salisbury. A l'approche de cette perspective, les Etats africains de la région, et notamment la Zambie, unifièrent sans ménagement les différentes organisations nationalistes sous la coupe de la plus réformiste d'entre elles, l'ANC de Muzorewa. La Zambie inquiétée par le processus de libération des colonies portugaises désire avoir la haute main sur les négociations à venir avec Smith. Des contacts discrets avaient eu lieu entre un représentant de l'administration rhodésienne et des « pays de la ligne de front » en novembre 1974.

Le 7 décembre, une déclaration d'unification est adoptée pour opposer un interlocuteur unique aux dirigeants racistes. Elle propose la réunification de la ZANU, de la ZAPU et du FROLIZI « dans l'ANC ». L'ANC est reconnue « comme la force unifiante du peuple du Zimbabwe », et les présidents des trois organisations s'incorporent à la direction « sous l'autorité du président de l'ANC », Muzorewa. La première tâche du nouveau comité exécutif élargi est de « préparer toute conférence qui serait convoquée en vue du transfert du pouvoir à la majorité ». Le septième point de la déclaration d'unité reconnaît toutefois « la nécessité inéluctable de poursuivre la lutte armée et toute autre forme de combat jusqu'à la libération totale du Zimbabwe (7) » que les dirigeants nationalistes estiment à cette heure à portée de la main.

Mais la conférence de Victoria Falls du 25 août 1975 ne tint pas ses promesses. Smith voulait simplement



**Généalogie du mouvement nationaliste**

gagner du temps ou obtenir un accord limité avec une partie seulement des dirigeants nationalistes. Dès l'échec diplomatique consommé, c'était la ruée des fractions nationalistes sur l'ANC, chacune voulant s'en approprier le sigle. En janvier 1975, l'OUA avait reconnu l'ANC nouvelle mouture et non plus les différentes composantes antérieures. S'approprier le sigle ANC c'était avoir accès aux sources de financement et aux aides et subventions diverses.

A l'éphémère unification bureaucratique succédera donc une fois de plus la division et la cartellisation du mouvement nationaliste et son cortège d'affrontements et de victimes. Au début de 1975 une crise interne à la ZANU, (encore partie prenante de l'ANC) culminait déjà par l'assassinat en mars du président Herbert Chitepo. Ces affrontements ont fait une centaine de morts au Mozambique et une cinquantaine en Zambie. Et comme à son habitude, c'est le gouvernement de Zambie qui a ramené le calme en arrêtant plusieurs dizaines de membres de la ZANU.

Les affrontements internes à la ZANU semblent avoir opposé des militants appartenant à deux sous-groupes différents de l'éthnie Shona, le groupe Karanga, dont Mugabe fait partie, et celui des Manyika.

L'éclatement du mouvement nationaliste n'est pas à son terme pour autant, puisqu'en septembre 1975 c'est l'ANC réunifiée l'année précédente qui éclate en deux tendances, une dirigée par Nkomo appelée ANC « intérieure » et l'ANC « extérieure » ou UANC, de Muzorewa, de Sithole et Chikerama. Nkomo convoque un congrès de l'ANC sans la fraction Muzorewa et s'en fait proclamer président.

Il y fit adopter deux résolutions « une réclamant la poursuite de la négociation avec le gouvernement rhodésien, l'autre, demandant l'appui des "parrains" africains de la négociation, — la Zambie, la Tanzanie, le Mozambique et le Botswana — pour obtenir l'accession "maintenant de la majorité au pouvoir" (8) ». Samora Machel rappelle qu'à cette époque, les pays de la ligne du Front « ont demandé au Mozambique d'aider à réorganiser le recommencement de la lutte armée au Zimbabwe ». « Nous avons posé comme condition, dit-il, l'unité des forces combattantes. » (9)

## La révolte des « Khmers noirs »

Ainsi se forme, encore une fois sous la pression des pays africains

voisins, la ZIPA, (armée populaire de libération du Zimbabwe) en novembre 1975.

La ZIPA est constituée initialement de cadres militaires de la ZANU et la ZAPU. Elle est le produit d'un courant de contestation et d'exaspération de la base des organisations nationalistes contre leurs directions. Ce « courant » que la presse de l'époque a identifié à des « khmers noirs » explique qu'au « moment de l'échec de Victoria Falls, le Mozambique était déjà devenu le pays où les vieux combattants, les réfugiés et des milliers de jeunes s'étaient réunis pour relancer la guerre populaire, la lutte de longue durée, destinée à amener à Salisbury les vrais représentants des classes exploitées et non pas la petite bourgeoisie (10) ».

Mugabe va en profiter pour évincer de la tête de la ZANU, le révérend Sithole. Très vite cette ZIPA servit à des dirigeants de la ZANU pour reconstituer leur base après les déchirements internes du début de l'année. Après des accrochages entre guérilleros dans les camps d'entraînement de Tanzanie, Nkomo retire les membres de la ZAPU de la direction de la ZIPA vers juin 1976. Lors de la réunion du Comité de libération de l'OUA de mai 1976, la ZIPA publia un texte dans lequel elle accusait Muzorewa, Sithole et Nkomo de « conspiration internationale » de « politique contre-révolutionnaire » et de détournements de fonds, affirmant « l'ANC a reçu au cours des dernières années des milliers de dollars qu'elle a refusé de remettre à l'armée de libération ». L'OUA décidait alors que toute aide serait acheminée « directement aux combattants » ou livrée aux « quatre pays du champ de bataille (11) ». Une manière pour la ZANU d'essayer, par ZIPA interposée de mettre la main sur le financement soviétique accordé à la ZAPU de Nkomo.

La ZIPA se prononçait alors pour une épuration des dirigeants nationalistes corrompus sur la base de l'unité des « vrais combattants » comme l'explique Josiah Tongogara (responsable de la ZIPA) et de ceux qui « conçoivent la guérilla non pas comme une arme tactique conjoncturelle, seulement destinée à faire pression de manière à ramener la bataille uniquement sur le terrain politique, mais plutôt comme un choix stratégique, comme le seul moyen pouvant permettre au peuple de se libérer et de prendre le pouvoir, à l'exemple de ce qui s'est passé au Mozambique (12) ». Fortement influencé par le FRELIMO, les dirigeants de la ZIPA affirment lutter non « pour des réformes économiques ou politiques », mais

pour « la transformation totale de la société zimbabwé (13) ». Celui qui est considéré comme le chef de la ZIPA, Rex Nhongo déclarait pourtant en octobre 1976. « La seule condition que nous posons pour une indépendance véritable est l'abandon de la totalité du pouvoir par le régime Smith et son transfert à la majorité », et ajoutait à une interrogation sur l'éventualité de réforme agraire ou de nationalisations : « Nous n'allons pas décider à la place du peuple du Zimbabwe (14). »

L'année 1976 est celle des déclarations antihierarchiques enflammées des « khmers noirs », qui affirment disposer de plusieurs milliers de combattants et de « zones semi-libérées dans le pays ». Le développement de la guérilla ne fait aucun doute. Il y a d'ailleurs un baromètre symptomatique dans l'attitude du gouvernement Smith et de l'impérialisme qui ne propose de nouveaux règlements qu'à ces moments-là. Or, s'ouvrait justement fin 1976 la Conférence de Genève.

Mais ce qui aurait pu être les prémisses d'une authentique révolte antibureaucratique dans les camps d'entraînement des guérilleros prit la forme d'une fronde rapidement récupérée par les dirigeants mozambicains et leur protégé Mugabe. Les références vaguement « marxistes-léninistes » calquées sur celles du FRELIMO n'auront été là qu'un véhicule idéologique servant de sombres luttes de clans.

Toutefois, le phénomène est d'importance car c'est un des rares exemples d'opposition de combattants à une direction bureaucratique dans l'histoire du mouvement nationaliste africain. Mais cela n'a évidemment pas suffi à l'apparition d'un courant formulant un programme en rupture avec les illusions nationalistes primaires des différentes organisations du Zimbabwe.

## Le Front patriotique

Dès l'annonce de l'ouverture de la Conférence de Genève, les manœuvres d'appareils reprenaient le dessus ; un « front patriotique » était composé de la ZANU et de la ZAPU en septembre 1976. Mugabe qui dirige maintenant sans partage la ZANU arriva pourtant à Genève comme représentant de la ZIPA. C'est à peu près la dernière fois que l'on entendit parler de cette armée « unifiée », chaque bras armée des deux principales organisations nationalistes reprenant leur dénomination initiale après la rupture des négociations de Genève.

Le Front patriotique n'a pas échappé à la caractéristique des uni-

fications antérieures. Il est resté une alliance chancelante et précaire essentiellement destinée à faire pièce à Muzorewa. Malgré de nombreuses tentatives, les deux armées de la ZANU et de la ZAPU n'ont jamais réellement été unifiées.

A plusieurs reprises le Front patriotique se trouva au bord de l'éclatement et il se traîna péniblement jusqu'à la récente conférence de Lancaster House.

Après six semaines de discussions à Lancaster House, en novembre 1979, Nkomo prétendait encore que ZANU et ZAPU seraient unies lors d'éventuelles élections, « nous conduirons la lutte électorale unis, comme un seul parti, le Front patriotique », disait-il alors. Pourtant l'éclatement de l'alliance entre le ZANU et la ZAPU quelques jours seulement après la signature des accords de Londres constituait une victoire importante pour les forces réactionnaires.

La responsabilité officielle de cette rupture peut être mise au compte de la ZANU. Mugabe expliqua à ce sujet : « Nous avons besoin de nous présenter seuls pour savoir de quel soutien nous disposons, en tant que parti. »

Pour pouvoir faire un score électoral et peut-être faire preuve de radicalisme face à un Nkomo compromis, la ZANU n'hésita pas à briser le Front patriotique démontrant ainsi son caractère précaire. En effet, celui-ci n'était jamais devenu plus qu'une vague coordination, sauf en période de négociation.

C'est cette rupture de la part de la ZANU de Mugabe qui permit à la ZAPU de se poser en défenseur de l'unité et d'hériter du label Front patriotique sous lequel elle allait présenter ses candidats aux élections. Cependant les pressions pour provoquer une scission ont été exercées également de la part de la direction du parti de Nkomo. Toute sa conception de l'unité se limitait au fait que les cadres de la ZANU devaient « rejoindre la ZAPU » qu'ils avaient quittée en 1963. Cette attitude ne pouvait que renforcer l'hostilité de la

ZANU qui a eu la plus grande participation dans la lutte armée.

Une fois de plus les intérêts de clique au sein du mouvement de libération avaient prévalu. Pourtant les mobilisations de masse lors du retour des guérilleros à Salisbury, tout comme le résultat final des élections montrent ce qu'aurait pu être l'impact d'une campagne commune des deux organisations. Il est évident que cela aurait été un facteur de radicalisation supplémentaire.

## La nature du mouvement nationaliste

La presse bourgeoise présente souvent le mouvement de libération au Zimbabwe suivant un schéma simpliste opposant la ZAPU « modérée » de Nkomo, à la ZANU « marxiste » de Mugabe. Or, s'il est vrai que la ZANU possède un impact national plus important et une armée plus nombreuse que la ZAPU, ces deux organisations restent de nature identiques.

Malgré le soutien que lui apporte la bureaucratie soviétique, la ZAPU n'a jamais caché ses sympathies pour l'impérialisme. La multinationale Lonrho, qui possède quelques mines de cuivre au Zimbabwe ne s'y est d'ailleurs pas trompée, et son principal responsable, Roland « Tiny » Rowland qui se considère comme un ami de Nkomo ne lui ménage pas son soutien. Il a procuré à Nkomo, un avocat et un expert économique pour le conseiller en 1976 dans ses négociations avec Smith. Cela n'empêche pas Nkomo de proclamer son désir d'un « changement révolutionnaire de régime avec l'avènement d'un gouvernement populaire » (*Bulletin d'Afrique AFP*, février 1976) ou de répliquer au journaliste de l'organe soviétique *Temps nouveaux* en décembre 1977 : « Il nous faudra réfléchir à ce que nous pourrions vous emprunter. Nous songeons, à la ZAPU, à un Etat socialiste et à une voie progressiste de développement... »

Derrière une phraséologie radicale, le projet de la ZANU n'est pas beaucoup plus clair. D'ailleurs

Rowland ne manqua pas de financer aussi le président de cette organisation, Sithole.

Le programme politique de la ZANU, daté de 1972, prévoit la création d'un « Zimbabwe libre, démocratique, indépendant et socialiste » et la liquidation « de la domination politique de l'élément colonial étranger sur notre société, ainsi que ses tentacules impérialistes et capitalistes (15) ». Mais l'exigence d'une réforme agraire et des nationalisations des intérêts impérialistes n'ont jamais eu une grande place dans la propagande de la ZANU. En janvier 1977, Mugabe parlait d'intensifier la lutte armée pour forcer les colons « à se réconcilier avec la majorité des Africains ». Les dirigeants de la ZANU ont toujours considéré comme une base de départ de la négociation leur affirmation de la nécessité de détruire l'appareil d'Etat raciste.

En août 1978, Mugabe affirmait : « Nous exigeons donc, que premièrement, le régime Smith et ses "marionnettes" s'en aillent, deuxièmement, que les forces soient démantelées, troisièmement, qu'elles soient remplacées par les forces de libération du Front patriotique (16). » Autant d'exigences aujourd'hui parties en fumée.

Le radicalisme verbal de ces mouvements nationalistes petits-bourgeois s'estompent dès lors qu'une possibilité de négocier leur intégration à l'appareil d'Etat est en vue.

Mais ils ont aussi représenté l'espoir de centaines de milliers de Noirs désireux d'en finir avec le régime raciste de Ian Smith. Aujourd'hui au pouvoir, Mugabe devra encore tenir compte de l'image qu'il a voulu donner de lui pendant des années, en chevauchant le mouvement de contestation des combattants contre les dirigeants historiques, Muzorewa et Sithole. Il se pourrait donc que la génération de guérilleros ainsi formée autour de la revendication d'émancipation nationale accepte moins docilement que prévu l'indépendance néo-coloniale que lui ont mijotées l'impérialisme et les dirigeants nationalistes. ■

## Notes

1) Jim Atkinson, *Intercontinental Press*, 10 octobre 1977.  
2) *Afrique-Asie*, 16 avril 1973.  
3) Cité par Roland Pichon, *le Drame rhodésien*, p. 136, publié à l'Harmattan.  
4) Pichon, p. 144 et annexe, p. 232 et suivantes, reproduction du Manifeste de l'ANC.  
5) *Afrique-Asie*, n° 16, avril 1973.  
6) Discours prononcé, le 21 décembre 1979, par le président Samora Machel, publié par le Centre d'information sur le Mozambique (*Mozambique Information*, janvier-février 1980, p. 4).

7) Déclaration d'unité du Zimbabwe, in Pichon, annexe p. 237.  
8) Pichon, p. 202.  
9) *Mozambique Information*, p. 5.  
10) *Afrique-Asie*, du 26 juillet 1976.  
11) AFP, 9 mai 1976.  
12) *Afrique-Asie*, 29 novembre 1976.  
13) *Afrique-Asie*, 18 octobre 1976.  
14) Interview au *Monde*, du 26 octobre 1976.  
15) Programme politique de la ZANU, publié à l'Harmattan.  
16) *Le Monde*, 23 août 1978.

# Le plan néo-colonial

L'année 1978 a été marquée par une véritable course de vitesse entre les puissances impérialistes et les dirigeants racistes rhodésiens pour trouver une solution au conflit qui embrasait la Rhodésie depuis le déclenchement de la lutte armée par les nationalistes noirs. En mars 1978, le Premier ministre rhodésien, Ian Smith conscient de la difficile situation économique du pays, tenta de sortir de la crise en adoptant avec quelques nationalistes modérés un accord dit « interne ». Les interlocuteurs sont l'évêque Muzorewa dirigeant de l'UANC (Conseil national africain uni), le révérend Sithole qui est à la tête d'un groupuscule dénommé ANC-S (conseil national africain) et le chef tribal Chirau qui constitue pour l'occasion le ZUPO (Organisation du peuple uni du Zimbabwe).

Ce règlement prévoyait l'élection avant la fin de l'année d'une assemblée législative dont vingt-huit sièges sur cent seraient attribués aux blancs. L'indépendance formelle du pays était fixée pour le 31 décembre.

Les dirigeants racistes rhodésiens espéraient bien obtenir ainsi la reconnaissance internationale qui leur était refusée depuis 1965, et la levée des sanctions économiques adoptées par l'ONU à cette époque. Bien que largement contournées par toutes sortes de subterfuges, ces sanctions n'en demeuraient pas moins des obstacles au commerce de la Rhodésie avec le marché capitaliste. En avril 1978 fut donc mis en place un gouvernement intérimaire bi-racial. Quelques prisonniers politiques, tous membres des organisations signataires de l'accord interne, furent élargis, mais les choses n'allèrent guère au-delà. L'armée, la police, la justice restèrent aux mains des officiers et des juges blancs.

A la tête des ministères, deux ministres, un Noir et un Blanc, mais l'administration demeura évidemment celle du pouvoir raciste. Quelques fantoches sans pouvoir réel dans les rouages de l'état raciste, voilà ce qu'a été « l'accord interne » qui plaça formellement Muzorewa à la tête du gouvernement. Smith se retrouvait quant à lui ministre sans portefeuille. L'idée qui se profilait derrière cette tentative de règlement était de faire éclater le Front patriotique et d'arriver à rallier NKomo.

Mais les mouvements de guérilla rejetèrent l'accord, et les « Etats de première ligne » ne firent aucune concession à Smith. Les capitales occidentales embarrassées ne pouvaient se résoudre à reconnaître le nouveau régime et ce d'autant plus qu'aucune modification même superficielle n'avait été apportée à la législation raciste en vigueur. Ainsi lorsque le jeune ministre noir de la justice, Hove crut pouvoir parler de « *discrimination positive* » en faveur des africains dans la fonction publique pour rétablir la situation après tant d'années de ségrégation raciste, il se fit congédier du gouvernement par Smith et exclure de l'UANC, par l'évêque Muzorewa.



# de Lancaster House

A l'évidence, l'accord interne ne tient pas ses promesses. Et, peu à peu, les masses africaines se détournent des leaders noirs qui ont accepté de se compromettre avec Smith. Leurs meetings dans les campagnes sont de véritables fiasco et, le 27 mai 1978, une manifestation de cinquante mille personnes organisée par la ZAPU dans la ville de Mabutwen dénonce la manœuvre de Smith. En août de la même année, ce dernier reconnaissait publiquement que le règlement interne n'avait « pas produit les résultats escomptés ». Et le temps n'arrangea rien à la chose.

Après le report des élections au 20 avril 1979, il était mis un nouveau délai à l'accession des Noirs au pouvoir. Le 30 novembre 1978, le gouvernement intérimaire « unanime » annonçait la constitution après les élections d'avril 1979 d'un « gouvernement de coalition » où seraient représentés à la proportionnalité de leur nombre de députés les partis ayant au moins cinq élus au Parlement. Avec les sièges réservés d'office aux colons, ceux-ci gardaient un poids important dans le gouvernement.

Smith faisait alors approuver ce projet de Constitution par l'électorat blanc en janvier 1979. Les organisations fantoches noires se préparaient aux élections en dévelop-

pant de véritables armées privées de plusieurs milliers de membres recrutés parmi les chômeurs et les prisonniers de droit commun.

Au terme d'élections antidémocratiques, dénoncées même par certains participants déçus de leur score final, l'évêque Muzorewa obtenait la majorité absolue au Parlement et formait un gouvernement. Sithole dénonçait aussitôt les « irrégularités grossières » et réclamait « l'intervention immédiate d'une commission d'enquête ». L'accord interne en proie à ces chamailleries en prenait un coup dans l'aile.

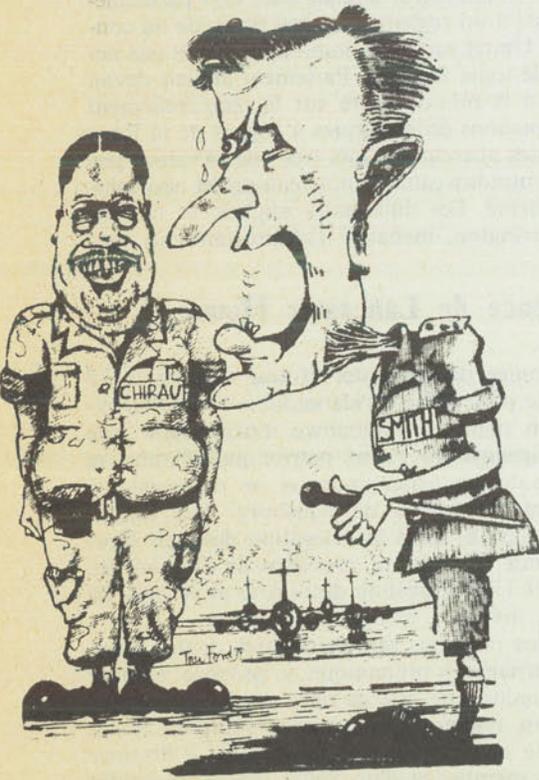
En juin, l'UANC perdait sa majorité au Parlement après la scission de James Chikerema qui fondait le Parti démocratique du Zimbabwe (ZDP) accusant l'UANC d'être « autocratique ». Les accrochages entre les partis fantoches se développaient, des membres de la ZANU-S étaient arrêtés par le gouvernement biracial, alors que Muzorewa se discréditait définitivement en prenant le portefeuille de la Défense et des opérations de lutte antiguérillas. Le 5 juillet 1979, l'état d'urgence était unanimement reconduit au Parlement pour six mois. Des promesses du gouvernement biracial, il ne restait plus que la multiplication des actions antiguérillas. Les Blancs de Rhodésie n'avaient donc pas résolu l'imbroglio. Le « règlement interne » c'est à la fois trop peu et trop tard. La lutte armée s'est étendue aux villes, la crise économique s'est définitivement installée après quelques années d'euphorie, les mines fermes, le chômage s'étend, les Blancs émigrent au rythme de deux mille par mois.

Les chancelleries occidentales savent que cet accord peut précipiter la Rhodésie dans une crise « à l'anglaise ». Demain, le pays peut connaître un affrontement terrible entre les mouvements de libération et les sympathisants de Muzorewa et Sithole. Une telle guerre civile ouvrirait la porte à une radicalisation et, peut-être, à une internationalisation du conflit. Impérialistes et « Etats de la ligne de front » redoutent cela plus que tout.

Il faut donc relancer la négociation globale pour mettre fin à la guerre. Les travaillistes britanniques, alors au gouvernement, développent une campagne diplomatique pour « une conférence de toutes les parties ».

En octobre 1978, Owen, secrétaire au Foreign Office, annonce, devant le congrès travailliste de Blackpool, son plan de règlement en quatre points qui prévoit la création d'un conseil de transition, doté de pouvoirs exécutifs et législatifs, la présence d'une force de l'ONU, le contrôle des forces de l'ordre par un commissaire-résident « neutre » et l'intégration des forces armées existantes dans une nouvelle armée du Zimbabwe. On voit déjà là la trame du futur plan néo-colonial proposé à Lancaster House, cette fois par les conservateurs britanniques victorieux entre temps des élections de mai 1979.

Pourtant, dès leur arrivée au gouvernement en Angleterre, les conservateurs, traditionnellement très



Le raciste blanc Ian Smith donnant des ordres à ses trois compères Muzorewa, Sithole et Chirau.

proches des milieux d'affaires rhodésiens et sud-africains semblent disposés à reconnaître le gouvernement biracial de Smith-Muzorewa.

## L'évolution de la position des conservateurs anglais

Lord Carrington qui, en tant que secrétaire au Foreign Office a mené les négociations de Lancaster House, dirige de nombreuses sociétés ayant des ramifications en Afrique australe, dont la Barclays Bank et la Rio Tinto Zinc, société minière implantée en Rhodésie, en Afrique du Sud et en Namibie. Quant au propre mari de Margaret Thatcher, le nouveau Premier ministre, il est directeur de Castrol, une firme qui vend des lubrifiants à la Rhodésie depuis 1965.

Lors de leur campagne électorale, les conservateurs anglais ne déclaraient-ils pas que si les élections rhodésiennes étaient organisées « dans des conditions raisonnablement libres et justes et avec une participation raisonnable... ce serait le devoir de tout gouvernement britannique de redonner à la Rhodésie sa légitimité et de faire son possible pour lui assurer une reconnaissance internationale ». Le Parti conservateur envoya des observateurs lors des élections et lord Boyd établit dans son rapport qu'elles étaient « aussi honnêtes et libres que possible et que le permettait la poursuite de la guérilla » et qu'elles reflétaient « les vœux de la majorité de l'électorat ». Lord Carrington affirmait alors que le gouvernement « tiendrait compte des conclusions de ce rapport » (le Monde 26 mai 1979).

Carrington considérait alors le gouvernement Muzorewa comme « l'autorité légitime » du Zimbabwe et laissait entendre que l'Angleterre pourrait le reconnaître et lever les sanctions contre la colonie rebelle. Un porte-parole britannique affirma, le 2 juillet, que « le gouvernement britannique voudrait légaliser ce régime et obtenir, en sa faveur, la reconnaissance internationale la plus large possible ». De tels propos reçurent outre-Atlantique l'assentiment enthousiaste de Kissinger, artisan du défunt plan anglo-américain de règlement de la crise rhodésienne.

Mais la reconnaissance du régime de Muzorewa ne permettait pas d'offrir un cadre global au règlement du conflit, dans la mesure où elle signifiait, en fait, la poursuite de la lutte armée menée par la ZANU et la ZAPU. La réunion des pays du Commonwealth qui devait se tenir fin juillet à Lusaka en Zambie s'annonçait dès lors houleuse.

## La Conférence du Commonwealth

Thatcher fut accueilli très fraîchement à Lusaka. Les Etats indépendants d'Afrique membres du Commonwealth entendaient bien faire pression pour empêcher une reconnaissance par Londres du régime biracial Smith-Muzorewa et obtenir la convocation d'une conférence générale sur la question rhodésienne. Toutes les déclarations tonitruantes qui furent faites lors de cette rencontre se situent donc essentiellement dans cette perspective. La position des autorités britanniques se fit alors de plus en plus souple au contact des pressions diplomatiques des pays africains du Commonwealth, membres pour certains des « Etats de la ligne de front », notamment la Tanzanie.

La prise de contrôle des actifs de la British Petroleum par le Nigeria à la veille de l'ouverture de la Conférence du Commonwealth finissait de convaincre Thatcher d'adopter sur le Zimbabwe une position ne remettant pas en cause ses fructueux rapports économiques entre-

tenus avec les pays africains du Commonwealth. Les dirigeants britanniques commencèrent dès lors à lier la reconnaissance du gouvernement biracial à des aménagements constitutionnels. Et le Premier ministre anglais concrétisait ce tournant diplomatique en déclarant, le 3 août : « Notre intention est d'amener la Rhodésie à une indépendance légale sur une base acceptable par le Commonwealth et la communauté internationale. » (le Monde).

Un compromis intervenait alors à la fin de la Conférence du Commonwealth.

Les six points du document de Lusaka adopté par les pays du Commonwealth comprenaient l'élaboration d'une nouvelle Constitution sauvegardant les droits de la minorité coloniale blanche, des élections supervisées par la Grande-Bretagne, et des représentants du Commonwealth et la relance de l'idée, déjà contenue dans le plan de Kissinger, d'un fonds pour aider les Blancs qui « ne voudraient pas vivre et travailler sous un gouvernement africain » au Zimbabwe.

Dès l'accord réalisé, Nyerere, président de la Tanzanie, se porta garant de l'acceptation par les représentants de la guérilla, affirmant, avant même que le Front patriotique ne prenne officiellement position, que celui-ci acceptait « le plan de paix adopté à Lusaka par la Conférence du Commonwealth... (et qu'il) pourrait même accepter un compromis sur la question du contrôle de la sécurité durant la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à l'accession à l'indépendance »!

Ainsi, les Etats néo-coloniaux africains membres du Commonwealth avaient réussi à convaincre Thatcher d'adopter une attitude plus souple sur la question rhodésienne, mais, en contrepartie, ils acceptaient de donner un véritable blanc-seing à l'ex-puissance coloniale pour qu'elle propose un nouveau plan néo-colonial. L'impérialisme américain, depuis l'échec des dernières tentatives de règlement entendait bien laisser à la Grande-Bretagne le soin de monter en première ligne pour la défense des intérêts impérialistes dans cette affaire. Le gouvernement conservateur anglais était tout particulièrement intéressé à un règlement global et rapide du conflit rhodésien. Un tel succès diplomatique n'était pas négligeable. Et de toute façon, le Parlement anglais devait se prononcer à la mi-novembre sur le renouvellement ou non des sanctions économiques à l'égard de la Rhodésie. Les choses allèrent dès lors très vite. Avaliser par les pays du Commonwealth, le nouveau projet néo-colonial prenait forme. Les diplomates anglais, et notamment lord Carrington, menaient l'affaire tambour battant.

## La conférence de Lancaster House

La Conférence de Lancaster House s'ouvrit le 10 septembre avec pour objectif l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour un Zimbabwe indépendant. Elle réunit les dirigeants du Front patriotique Nkomo et Mugabe, les autorités britanniques et les représentants du gouvernement biracial de Salisbury, Ian Smith, Muzorewa et Sithole, dans la délégation desquels figurait aussi Dennis Norman, le président de l'Union des fermiers (CFU). Une délégation des « pays de la ligne de front » y était invitée à titre d'observateurs.

D'entrée, les positions semblaient très contradictoires. Le gouvernement britannique y proposa comme base à la discussion une liste de onze points, prévoyant notamment, un régime parlementaire composé d'une Assemblée élue au suffrage universel dont le Premier ministre serait membre et d'un Sénat issu d'un scrutin « indirect ». Une minorité de sièges, dont le nombre était à négocier, reviendrait « pour une période définie » à la communauté blanche. Lord Carrington assortissait ces



L'évêque Muzorewa, grand perdant des élections. Ici avec ses maîtres de l'armée raciste.

propositions du désir d'un cessez-le-feu débutant en même temps que les négociations, car cela « renforcerait considérablement les perspectives de réussites de la conférence ». Sur ce point, l'accord ne se fit pas. Et les premières réactions du Front patriotique ont été radicales.

Nkomo, au nom du Front patriotique, remis en cause le caractère « constitutionnel » de la conférence. Il répudia « le cadre constitutionnel proposé, qui est fondé sur le règlement intérieur illégal et la proposition injustifiable de cessez-le-feu » et refusa à la Grande-Bretagne « tout droit de superviser le processus de transition ». Le Front patriotique réaffirmait encore la demande de « dissolution du régime oppressif et raciste avec ses instruments de contrôle et son remplacement par un gouvernement vraiment démocratique ».

De son côté, le régime raciste de Ian Smith-Muzorewa utilisa l'agression militaire contre les Etats « de la ligne de front » pour provoquer soit la rupture et contrairement Londres à entériner l'accord interne de 1978, soit amener les Etats africains à faire pression sur le Front patriotique pour garantir des concessions de sa part. Dans ce petit jeu, les guérilleros ne pouvaient qu'être des otages impuissants, ballotés au gré des pressions mozambicaines et tanzaniennes.

Pour essayer d'arriver à la conférence du 10 septembre en position de force, les troupes rhodésiennes lancèrent, dès les 7 et 8 septembre, une attaque contre « les quartiers généraux communs de l'armée mozambicaine et de la ZANLA », dans une opération d'une envergure jamais atteinte auparavant.

Un désaccord majeur semblait opposer l'impérialisme anglais dont « le premier objectif » était d'arriver à « un accord sur la Constitution » aux représentants du Front patriotique qui mettait comme préalable la résolution de certaines questions relatives au contrôle des forces armées. Le secrétaire général de la ZANU, Tekere expliquait alors que la conférence « devait trouver une formule pour amener les belligérants à abandonner leurs armes. A ce moment-là seulement, nous pourrions discuter des questions constitutionnelles ». Le Front désirait en fait s'assurer d'un minimum de garanties sur le comportement futur des forces militaires rhodésiennes.

Le seul accord sur l'ordre du jour qui entérina la proposition britannique initiale nécessita une semaine de

débats. Et le 17 septembre, lorsque les travaux de la conférence reprenaient, les projets de Constitution qui étaient avancés semblaient totalement contradictoires. Toutefois, optimiste, lord Carrington déclarait : « Nous avons fait beaucoup de progrès. » En fait de progrès, il avait surtout réussi à attirer dans le piège néo-colonial qu'il avait soigneusement tissé, les représentants du Front patriotique. Et cela, non sans la précieuse aide de la Tanzanie, qui se multiplia pour faire plier les dirigeants de la guérilla à chaque fois que ceux-ci mettaient quelques difficultés à entériner une concession que leur imposait Carrington.

## Le premier acte

Ainsi, le Front patriotique présenta, vers le 20 septembre, un plan qui développait des positions beaucoup plus modérées que les déclarations initiales et ne réclamait plus la dissolution des forces armées rhodésiennes. Smith répondait aussitôt en précisant qu'il était prêt à négocier la place réservée aux Blancs dans le futur Parlement. « il ne sera pas dit que nous bloquons la discussion sur ce point » déclara-t-il. Mais les représentants du Front patriotique en étaient encore à demander : « Pourquoi 3 % de la population rhodésienne devraient obtenir 20 % des sièges ? »

Le premier coup de théâtre de ces négociations fertiles en rebondissements eut lieu quelques jours plus tard, lorsque l'on apprit que Muzorewa avait accepté les propositions constitutionnelles britanniques à condition que l'Angleterre décide de lever les sanctions économiques contre la Rhodésie. Le lendemain même, sans doute pour ne pas voir se réaliser un accord séparé entre la Grande-Bretagne et Salisbury, les dirigeants du Front patriotique acceptent d'avaliser une surreprésentation parlementaire des Blancs dans le futur Parlement. Le 24 septembre, le porte-parole du Front précisait qu'il éprouvait quelque « tristesse » à accepter cela, mais qu'il « n'avait pas d'autre choix », même si c'était une solution « choquant son sens de la justice ». Les présidents Nyere de Tanzanie et Kaunda de Zambie étaient passés par là pour « convaincre » le Front patriotique.

Un jour plus tard, le 26 septembre, les forces armées rhodésiennes lançaient une offensive contre la principale base arrière des guérilleros de la ZANU à Chimoio au Mozambique. A Londres, l'accord n'arrivait toujours pas à se faire sur les propositions constitutionnelles britanniques et lord Carrington ajourna *sine die* la conférence, le 11 octobre.

Quelque peu apeuré, Nkomo déclarait alors : « Nous ne quittons pas Lancaster House, lord Carrington n'a pas le droit de nous exclure de notre conférence. »

Et le 19 octobre, le Front patriotique revenait à la table des négociations après avoir été sermonné par les « pays de la ligne de front », et avec de nouvelles concessions à offrir aux diplomates anglais et aux racistes rhodésiens. Affirmant avoir obtenu de l'Angleterre, des USA et d'autres pays, des assurances sur une aide financière et technique pour le développement des programmes économique et agricole du futur Etat, le Front levait ses critiques aux propositions constitutionnelles impérialistes en affirmant : « Si nos aspirations sur les problèmes fondamentaux concernant la période transitoire sont satisfaites, il ne sera pas nécessaire de revenir sur la discussion concernant la Constitution, y compris sur les points où nous avons fait des objections. »

Le dernier acte de la conférence pouvait alors s'ouvrir autour du débat sur la période transitoire. Les désaccords semblaient, là aussi, insurmontables, puisque le

Front réclamait la supervision des élections par l'ONU alors que lord Carrington proposait qu'elles soient « supervisées sous l'autorité du gouvernement britannique ». Le Front réclamait aussi la fusion des forces de sécurité rhodésiennes et des forces de la guérilla et la constitution d'un conseil gouvernemental dans lequel il serait majoritaire.

## Le Front, de concession en concession

Mais le Front finira par se rallier au point de vue britannique qui prévoit l'installation à Salisbury d'un gouverneur anglais exerçant les pouvoirs administratifs et chargé de l'organisation des élections. Un contingent de soldats des pays du Commonwealth supervisera le cessez-le-feu. Les forces armées rhodésiennes ne seront pas démanteler, mais les guérilleros seront cantonnés séparément durant la période électorale. A ce jour, il ne restait plus à traiter que des modalités concrètes d'application d'un cessez-le-feu. Les désaccords persistaient à ce sujet puisque le Front patriotique maintenait qu'il fallait que le « problème de la disposition des forces rivales soit résolu de façon satisfaisante afin de traiter plus ou moins également les deux parties ».

Encore une fois, à un moment crucial, Salisbury décida d'exercer des pressions sur l'Etat zambien en bloquant deux millions de sacs de maïs commandés par ce pays à l'Afrique du Sud et en transit en Rhodésie. Il s'agissait de porter là un coup d'autant plus efficace à l'économie zambienne que celle-ci avait été touchée par de mauvaises récoltes et que c'était d'urgence que ces livraisons de maïs avaient été commandées. Après avoir, quelques mois auparavant, coupé la Zambie de la Tanzanie et du Botswana voisins par diverses actions de sabotage, la Rhodésie tenait littéralement l'économie du pays à sa merci. A tel point que le président zambien, Kaunda, proclama « la mise en alerte totale de la nation ».

La conférence approchait de son terme. Faisant concession sur concession le Front patriotique avait déjà cédé sur l'essentiel. Il ne restait plus pour lord Carrington qu'à obtenir la signature des guérilleros sur le texte concernant les modalités concrètes d'application du cessez-le-feu. Les désaccords portaient sur le nombre de camps de ralliement destinés aux guérilleros. Lord Carrington, désireux d'en terminer au plus vite, poussa son avantage diplomatique par un véritable coup de poker, en signant l'accord avec les représentants du régime biracial de Salisbury et en sommant les dirigeants du Front de s'y rallier. Ceux-ci le firent le 17 décembre, mais on ne les avait pas attendus pour acheminer dès le 12 décembre, lord Soames, le gouverneur britannique à Salisbury où flottait de nouveau l'Union Jack, le drapeau anglais.

## L'Union Jack dans le ciel de Salisbury

La veille, un vote unanime du Parlement rhodésien avait mis fin à quatorze années de « rébellion » contre la Couronne britannique. Le gouvernement biracial de Salisbury avait démissionné pour laisser la place au gouverneur britannique. Muzorewa se trouvait au chômage, avec maintien de son salaire antérieur, se préparant à mener sa campagne électorale, tandis que dans une ultime bravade, Ian Smith refusait d'aller recevoir lord Soames à son arrivée dans la capitale rhodésienne. Celui-ci n'était pas encore tout à fait installé que la Grande-Bretagne, très rapidement suivie par les Etats-Unis (et avant même toute décision de l'ONU à l'origine pourtant de

ces mesures) décidaient de suspendre totalement les sanctions économiques contre la Rhodésie. Les jours suivants, grâce à un véritable pont aérien organisé avec l'aide des USA, une force d'observation du Commonwealth de douze cents hommes dont sept à huit cents Britanniques était acheminée en Rhodésie. Ce convoi était suivi d'une nuée d'hommes d'affaires britanniques attirés par les nouvelles perspectives d'investissement. Le cessez-le-feu entra en vigueur le 28 décembre. Le planning de la période de transition était donc définitivement fixé. Les formations politiques avaient jusqu'au 31 décembre pour faire enregistrer leurs listes pour les élections qui auraient lieu en deux temps. Le 14 février pour l'électorat blanc, qui doit désigner ses vingt représentants et les 27, 28 et 29 février pour les Noirs.

Les guérilleros auront jusqu'au 4 janvier pour rejoindre les points de rassemblement où ils seront parqués

## Les Etats de première ligne :

En 1976, quand se prépare la Conférence de Genève le terme « Etats de première ligne » (ou Etats de la ligne de front) fait son apparition pour désigner les pays voisins du Zimbabwe. Ce sont la Zambie, la Tanzanie, le Mozambique, le Botswana et dans une certaine mesure aussi l'Angola.

Déjà, à l'époque des luttes armées en Angola et au Mozambique, les Etats frontaliers avaient joué pour les guérillas nationalistes un rôle très important. C'est sur leur territoire que se regroupent les réfugiés et que les mouvements disposent de camps d'entraînement. C'est aussi là que travaillent les états-majors bénéficiant d'infrastructures pour leurs journaux, leurs radios, leurs appareils diplomatiques, etc. Ces guerres de guérilla étant un mélange d'occupation permanente de zones libérées et de raids contre les positions ennemies, il y a un véritable va-et-vient entre le champ de bataille et les pays voisins. C'est donc une difficulté objective qu'ont les mouvements de libération pour disposer d'une totale liberté d'action, dans la mesure où une bonne partie de leurs moyens militaires et logistiques dépendent de l'aide de ces Etats néo-coloniaux. Mais leur programme et surtout leurs conceptions du combat politique réduisent encore plus leurs marges de manœuvre. Toutes les illusions sur l'unité africaine, comprise comme unité des Etats constitués, contribuent fortement à enfermer ces luttes dans le carcan de la diplomatie africaine. Ce n'est, d'ailleurs pas un hasard si l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui regroupe l'entièreté des pays indépendants du continent déclare soutenir les stratégies de lutte armée en Afrique australe. Pour ces régimes bourgeois néo-coloniaux le meilleur moyen de contrôler les luttes de libération est encore de peser sur des guérillas rurales.

La Zambie, présidée par Kaunda, a été traditionnellement le « grand arrière » de la ZAPU de Nkomo. L'URSS, qui a toujours soutenu Nkomo, avait d'excellent rapport avec le régime zambien. Lorsque l'Angola fut indépendante, c'est aussi grâce à ces alliances diplomatiques que la ZAPU y trouva une infrastructure pour la formation de ses troupes.

La Tanzanie a été, par contre, l'arrière politique et militaire de la ZANU. Les soi-disant amitiés entre ce mouvement et la Chine tiennent au fait que pendant une période Pékin avait misé sur la Tanzanie de Nyerere. Mais, en fait, les attaches politiques de la ZANU n'ont

pendant la campagne électorale. Un gouvernement devait être constitué en mars auquel le gouverneur britannique remettrait le pouvoir, et l'indépendance du pays pourrait alors être officiellement annoncée. Ensuite, un Sénat serait élu suivant un mode complexe d'élections indirectes.

## Les raisons de la réalisation de l'accord

L'accord qui est intervenu à Lancaster House est une sérieuse réussite impérialiste et un coup porté à la mobilisation des masses zimbabwéennes. Le plan néo-colonial qui en émerge n'est pas fondamentalement différent de ses prédécesseurs, comme celui qui fut soumis à la Conférence de Genève, en 1976. Au-delà d'événements

## la corde qui soutient le pendu

jamais été véritablement pro-chinoises. Lorsque le Mozambique est devenu indépendant, en 1975, la ZANU a trouvé auprès du FRELIMO, parti unique au pouvoir, un soutien considérable et, aujourd'hui, il semble bien que Mugabe soit davantage lié à la diplomatie du Mozambique qu'à celle de la Tanzanie.

En réalité, ces « *Etats de première ligne* » ont fait et défait la politique des mouvements de libération. Ils ont fait et défait les alliances. Ils ont été de toutes les conférences, de tous les « plans ». Lancaster House n'est que l'aboutissement d'un long processus d'intégration des mouvements de guérilla durant lequel les Etats néo-coloniaux de la région ont rempli un rôle de premier plan.

Ces dix dernières années se sont multipliés les complots, les répressions, les liquidations, les emprisonnements en Zambie, en Tanzanie ou au Mozambique. Les gouvernements ont tranché dans le vif entre les fractions qui pouvaient s'affronter au sein de la ZAPU et de la ZANU. Ils ont joué « leurs cartes » avec cynisme et violence.

La rhétorique officielle de ces régimes contre l'impérialisme et les régimes racistes n'a été que l'expression exagérée des contradictions que connaissent ces Etats d'Afrique australe.

Mais le développement des luttes de libération leur impose très rapidement une politique plus souple afin d'éviter des mobilisations sociales qui, par leur ampleur, viendraient déséquilibrer leur propre pouvoir. La Zambie ne vit que grâce à son minerai de cuivre dans lequel l'Afrique du Sud a des intérêts considérables. Le Mozambique bénéficie des royalties que lui procure son port de Beira par lequel passe une partie des exportations sud-africaines. Les classes dirigeantes de ces Etats ont des liens obligés avec la bourgeoisie sud-africaine. Et le régime de Pretoria n'a jamais caché que, si la guérilla s'étendait chez lui, il n'hésiterait pas à envoyer son armée dans ces pays pour écraser les camps nationalistes.

On s'explique fort bien que ces régimes bourgeois aient utilisé aussi souvent la manière forte pour contrôler les directions politiques de la ZAPU et de la ZANU. Comme, par exemple, en janvier 1977, quand environ quatre-vingt-cinq dirigeants et combattants de l'aile armée de la ZANU ont été encerclés pendant une conférence, à Beira, au Mozambique par les troupes de ce pays et ont été ensuite incarcérés (*Financial Times* du 6 mai 1977).

conjoncturels qui ont accéléré le processus, comme l'obligation faite au Parlement anglais de se prononcer sur le renouvellement des sanctions économiques contre la Rhodésie avant la fin 1979, l'accord s'est réalisé parce qu'une solution au conflit rhodésien était souhaitée par toutes les parties.

D'abord par le régime raciste de Smith-Muzorewa qui réclamait une reconnaissance internationale et la fin d'une guerre qui, depuis 1977, faisait massivement émigrer les colons blancs. L'Afrique du Sud, ensuite, qui voulait à tout prix éviter un effondrement de son allié rhodésien. Les « *pays de la ligne de front* » aussi dont l'économie souffrait des dépenses de guerre que leur imposait le conflit rhodésien et étaient particulièrement sensibles aux pressions militaires du régime raciste rhodésien comme on put s'en apercevoir dans le déroulement même des négociations. C'est donc pour en finir qu'ils participèrent activement d'abord à l'ébauche de plan néo-colonial élaboré à la Conférence du Commonwealth ensuite comme élément modérateur des ambitions des nationalistes zimbabwéens dans le cours des négociations de Londres.

Si l'on ajoute à cela le changement de gouvernement en Angleterre — où les conservateurs, traditionnellement plus liés aux affairistes rhodésiens donc plus aptes à exercer aussi quelques pressions sur les colons blancs de ce pays, ont succédé aux travaillistes — on dispose des données essentielles qui permettent de comprendre la « réussite » du plan néocolonial britannique qui disposa pour l'imposer du soutien tacite de l'impérialisme américain. Confronté à cette convergence objective d'intérêts différents, le Front patriotique pesa d'un bien petit poids. D'autant qu'en affirmant le caractère « colonial » du problème rhodésien, il s'était toujours placé, sur le terrain diplomatique, en demandeur face à la Grande-Bretagne. Il laisse ainsi à lord Soames toute latitude pour imposer son plan. Ensuite, les représentants du Front acceptèrent une à une, tout au long de ces quatorze semaines de négociations, les différents points du projet britannique initial.

Pour « *apaiser les craintes sans fondements* » des colons blancs, Nkomo et Mugabe acceptèrent leur surreprésentation parlementaire, reniant ainsi ce qui fut un des principes de base de leur propagande pendant des années, le « *un homme, une voix* », la revendication élémentaire du suffrage universel. Le Front avalisa une Constitution qui institue superficiellement un régime parlementaire calqué sur le modèle britannique, et maintient, en fait, l'essentiel de l'appareil d'Etat raciste.

En quatre années, les mouvements de lutte armée sont passés de la dénonciation du projet néo-colonial soumis à la Conférence de Genève à la reconnaissance de celui de Lancaster House comme un moyen de « *reconstruire le Zimbabwe dans l'unité* ». Alors que leur lutte armée avaient progressé, que l'économie rhodésienne accusait le coup, c'est eux qui, ne disposant d'aucune autonomie par rapport à leurs protecteurs respectifs des pays de la ligne de front, sont passés sous les fourches caudines du projet néo-colonial en défense des intérêts du Mozambique et de la Zambie. Cela n'aura pas manqué de laisser un goût amer dans la bouche de certains militants du Front patriotique. Mugabe lui-même reconnaissait le 20 décembre que, lors des négociations, « *il y a eu des chinoïseries et des ruses politiques de la pire sorte et, dans certains cas, de la malhonnêteté pure et simple. Lord Carrington a agi comme un dictateur* ». Quant à l'attitude des « *pays de la ligne de front* », si « *en général, ils ont été solidaires avec le Front patriotique* », Mugabe ne cache pas qu'il s'attendait « *à un soutien à la fois plus grand et plus ferme* ». ■

# Une transition vers quelle

Le projet impérialiste britannique de maintenir intactes les structures de l'appareil d'Etat raciste pendant la période de transition s'est illustré très rapidement. Dès son arrivée à Salisbury, le général Acland, conseiller militaire du gouverneur britannique précisa qu'il ne donnerait aucun ordre aux forces armées rhodésiennes. Un premier incident montra dès les premiers jours de sa présence au Zimbabwe, la partialité du gouverneur britannique, lord Soames. A la suite d'une manifestation pour la levée de l'interdiction des deux branches du Front patriotique, le 13 décembre, Cephass Msipa, porte-parole de la ZAPU était arrêté et les locaux de l'organisation de Nkomo mis sous scellés par la police rhodésienne. Pour ne pas intervenir lord Soames se retrancha derrière le fait que les accords de Lancaster House n'avaient pas encore été officiellement paraphés. Mais la plus grossière des supercheries britanniques, sera l'acceptation du maintien des troupes sud-africaines au Zimbabwe, pendant la campagne électorale.

## Un appareil d'Etat raciste laissé intact

Le Front patriotique insista pour que la clause sur le retrait des troupes étrangères soit explicitement incluse dans l'accord de cessez-le-feu. En effet, plusieurs milliers de soldats sud-africains sont intervenus au cours des dernières années au Zimbabwe. Le gouvernement britannique accepta finalement, à contrecœur, mais lorsqu'il en publia le texte début janvier, le « Supplément à l'annexe E » comprenant l'accord sur le retrait des troupes étrangères, sera mystérieusement omis.

Dans le même temps, lord Soames avalisa la présence sud-africaine sensée protéger la principale route vers la république sud-africaine. Mais il ne sera jamais précisé pourquoi l'armée sud-africaine s'était déployée sur une douzaine de kilomètres à l'intérieur du Zimbabwe, équipée d'artillerie lourde ! Et le porte-parole de Lord Soames, Nick Fenn, déclara le 15 janvier que la présence des soldats sud-africains ne constituait pas « une intervention dans les affaires rhodésiennes », et n'était pas « en contradiction avec l'accord de cessez-le-feu ». (*Le Monde* du 17 janvier 1980) Mais finalement, Londres condamnée par le conseil de sécurité de l'ONU et certains pays africains, céda aux pressions internationales.

Les Sud-Africains se sont alors repliés au sud de Limpopo, restant toujours prêts à intervenir. Ils ne se privèrent d'ailleurs pas d'en proclamer la menace. A la

veille des élections, le ministère de la Défense sud-africain déclara d'après le *Rand Daily Mail* de Johannesburg que « dans l'éventualité d'un effondrement du gouvernement et de chaos en Rhodésie, l'Afrique du sud considèrera de son devoir d'intervenir militairement ». (*Le Monde* 20.02.80) Des milliers de Sud-Africains sont encore engagés comme mercenaires dans la police et l'armée rhodésiennes. Et Mugabe a affirmé que les soldats sud-africains et l'armée régulière étaient encore présents dans le pays. Parallèlement, les forces de sécurité rhodésiennes ont continué à intervenir en toute liberté pendant la période de transition.

En théorie elles ne devaient pas s'éloigner de plus de quatre kilomètres de leurs bases. Mais qui les contrôle ? Début janvier, le gouverneur britannique décidait d'autoriser le redéploiement de l'armée rhodésienne le long de la frontière avec le Mozambique sous prétexte d'infiltration de guérilleros. Une dizaine de jours avant les élections, il ordonnait aussi la mobilisation d'environ quarante mille réservistes blancs pour servir au sein de l'armée et de la police.

Quant aux 25 000 « auxiliaires » recrutés en 1978 par l'évêque Muzorewa et ses partenaires de l'accord interne, ils étaient sensés être intégrés aux forces armées rhodésiennes. Ils ont en fait continué à agir comme une armée politique privée des Muzorewa et consorts.

Le 5 janvier plus de 150 « auxiliaires » ont pénétré dans la « réserve tribale de Weya » le lendemain du départ du Front patriotique pour les points de rendez-vous de cessez-le-feu et ont arrêté treize jeunes gens que l'on n'a pas revus depuis. Tout en refusant de reconnaître que les auxiliaires représentent un problème, lord Soames ne s'est pas privé d'utiliser l'armée rhodésienne contre les unités du Front patriotique. Mugabe a même dénoncé l'utilisation d'avions « pour lancer des bombes près du camp de rassemblement d'Inyanga ». (*Le Monde* 12.02.1980)

## Le rôle du gouverneur britannique

Les quelques cinq mille prisonniers, arrêtés en application de la loi martiale, sont restés détenus sans procès. Et le 21 février Amnesty International dénonçait la façon dont « l'administration rhodésienne continue de maintenir la loi et l'ordre selon ses propres critères », et regrettait le refus du gouverneur britannique de permettre à la Croix rouge internationale de rencontrer les personnes détenues en vertu de la loi martiale et les prisonniers

# indépendance



politiques, en précisant que « cette attitude est exactement semblable à celle de l'ancienne administration rhodésienne ».

Pendant toute la période de transition, l'activité du gouverneur britannique fut essentiellement orientée vers la mise en œuvre des moyens pour marginaliser l'organisation de Mugabe et limiter son impact électoral. Pour retarder le retour d'exil de Nkomo, lord Soames prit prétexte que son arrivée « aurait constitué un début de campagne électorale désastreux » car elle coïncidait avec un meeting de Muzorewa. (Le Monde du 5.01.80). Il mis ensuite comme condition au retour de Mugabe, la libération de quelques dizaines de militants de la ZANU, incarcérés au Mozambique.

Le 18 janvier, Soames, décida de proroger l'état d'urgence en vigueur depuis 1965 et qui maintient toutes les mesures répressives utilisées par l'état raciste contre la population noire. Le 6 février, il se dota de pouvoirs spéciaux lui permettant d'interdire des meetings et de disqualifier des organisations à l'échelle d'un district. Il pouvait ainsi limiter la représentation électorale d'une organisation sans pour autant l'interdire au plan national.

De nombreuses tentatives d'assassinats contre Mugabe furent couvertes par les autorités britanniques. Dans les quelques jours qui précédèrent les élections, une campagne terroriste de dépôt de bombes devant des églises fut organisée pour tenter de discréditer les « marxistes » de la ZANU-PF. Orchestrée par des membres des Selous Scouts, ces corps d'élites de l'armée rhodésienne, elle constituait un véritable chantage à la guerre civile.

## Des mobilisations massives

Malgré ces intimidations, la mobilisation des populations noires aux côtés des deux composantes du Front patriotique, s'est largement exprimée.

C'est avec l'accueil réservé aux premiers dirigeants de la guérilla de retour à Salisbury que le mouvement de masse urbain donna la mesure de ses capacités de mobilisation.

Le 26 décembre, plusieurs dizaines de milliers de Noirs se sont rendus à l'aéroport de la capitale rhodésienne pour fêter le retour des « boys ». Du matin pour accueillir les dirigeants militaires de la ZAPU de Nkomo, jusqu'au soir pour recevoir les représentants de l'aile armée de la ZANU, ils furent des milliers à scander des slogans favorables au Front patriotique. Ils s'en pri-

rent tout particulièrement à l'évêque Muzorewa en clamant « Attention Bishop les "boys" sont de retour en ville », ou « Muzorewa, tu n'as aucune chance ». Cette mobilisation, unissant partisans des deux ailes du Front patriotique, exprima une certaine volonté d'unité.

Quelques jours plus tard, c'est devant cent mille personnes que Enos Nkala membre du comité central de la ZANU lança la campagne électorale de son organisation en annonçant que les deux ailes du Front patriotique se présenteraient séparément.

Alors que Muzorewa ne totalisait que quelques milliers de participants dans un rassemblement dans la capitale, c'est plus de cent mille personnes qui acclament Nkomo à son retour d'exil. Pour Mugabe, ils seront plusieurs centaines de milliers lors de son premier meeting le dimanche 27 janvier. Jamais depuis le début de la campagne électorale le terrain de Highfield n'avait vu autant de monde. Des trains spéciaux, en provenance d'Umtali, de Bulawayo et de Gwelo, ainsi que des autocars couverts de branchages en hommage aux guérilleros convergèrent dès samedi vers la capitale. Il ne faisait aucun doute que les masses populaires africaines allaient tout faire pour exprimer leur volonté de changement, lors des élections.

## La campagne électorale des nationalistes sous le signe du compromis

Tant que l'alliance au sein du Front patriotique s'est maintenue, les Britanniques ont tout fait pour la briser. L'impérialisme britannique a toujours été favorable à un règlement permettant d'isoler et de réduire la base militante du ZANU qui dispose de la plus grosse force militaire. Or, par leurs responsabilités réciproques dans l'éclatement du Front patriotique, la ZANU et la ZAPU ont facilité cette stratégie d'affaiblissement du camp nationaliste.

Mais les britanniques eux-mêmes ne pouvaient pas s'attendre à tant de complaisance de la part de Nkomo. Sa longue association avec la Lonrho était déjà une preuve de sa très grande sympathie envers l'impérialisme. Le PDG de cette multinationale, Krüger ne déclarait-il pas : « J'aurais souhaité un gouvernement de coalition entre Nkomo, Sithole et Chikerema... Je suis un grand partisan de Nkomo, qui est mon ami et qui est un vrai capitaliste... » (Libération du 6 mars 1980).

Les forces armées de la ZAPU ont complètement collaboré avec les forces de contrôle britanniques. Dum-

so Dabengwa dirigeant de la ZIPRA, l'aile armée du parti de Nkomo, affirma même être « prêt à combattre » les guérilleros qui refuseraient de se rendre dans les camps de rassemblement. (*Le Monde* du 9 janvier 1980). Le secrétaire général adjoint du Front patriotique Ariston Chambati alla même jusqu'à accuser la ZANU-PF d'entraver sa campagne électorale et le candidat du district de Mtoko affirma préférer « former une coalition avec l'évêque Muzorewa » plutôt que de s'allier avec les hommes de Mugabe. (*Libération* du 26 février 1980).

Les dirigeants de la ZANU-PF, qui est souvent présentée comme l'aile la plus radicale du mouvement nationaliste, ont multipliés pendant la campagne électorale les déclarations rassurantes à l'intention des colons blancs, se contentant de vagues promesses à l'endroit des masses populaires africaines.

Le Front, unanime, décida de retirer les accusations de « crimes de guerre » qu'il avait proférées dans le passé à l'encontre de Ian Smith, et précisa que s'il emportait les élections « *Smith et Muzorewa ne seront pas pendus parce qu'ils ont été trompés par la situation et induits en erreur* » ils seront donc « réduits ».

Alors même qu'il venait de subir une tentative d'assassinat, Mugabe lança à la radio un appel au calme dans lequel il précisait : « *Le fait que les forces rhodésiennes et les auxiliaires ne sont pas dégagées ou repliées dans leurs bases et donc agissent contrairement aux accords de Lancaster House n'est pas une excuse pour que vous violiez les accords...* » Cet angélisme béat fut à peu près la seule réponse de la direction de la ZANU-PF à ce que Mugabe appela la conspiration « diabolique » des britanniques, des sud-africains et des forces rhodésiennes contre son parti.

Sans jamais remettre en cause ces fameux accords néo-coloniaux, Mugabe se contenta de sommer le gouverneur britannique, en qui il plaçait tous ses espoirs, de désavouer et d'abandonner « *les auxiliaires, les Selous Scouts et les mercenaires qui accomplissent ces actes barbares* ».

Mugabe et Nkomo ont fait assaut de « réalisme » sur les questions centrales du Zimbabwe indépendant ; l'accaparement des meilleures terres par les colons blancs et l'intégration des guérilleros aux forces armées racistes rhodésiennes.

« *Nous ne saisissons pas les terres de ceux qui en font usage et contribuent au bien-être de la société* », commença par déclarer Mugabe pour qui « *il faut donc procéder à une nouvelle distribution des terres* », mais dans le cadre fixé par les accords de Londres. « *Les Britanniques, ajoute-t-il, nous ont donné l'assurance qu'ils contribueraient au financement d'un fonds pour le développement de l'agriculture afin d'aider à ce programme de réinstallation qui suppose le rachat de terres appartenant au secteur européen* » (*Demain l'Afrique*, 25 février 1980). Aucune nationalisation n'est donc envisagée, mais seulement un processus d'accession à la propriété de la terre pour les Noirs par rachat des terres en friches ou de celles sous-utilisées. Quelques propriétaires blancs y perdront leur terrain de chasse favori, quelques petits-bourgeois noirs accéderont au statut de propriétaires fonciers, mais les choses n'iront guère au-delà. Car Mugabe n'a pas l'intention de « *casser la machine* ». Il agira donc avec prudence en proposant un « *programme de collectivisation... pour les terres nouvellement distribuées* ». Ce qui revient à maintenir, aux côtés d'une économie capitaliste dirigée par les colons racistes, un secteur « communautaire » de petites productions vivrières pour les Noirs. Quant à Nkomo, dirigeant du Front patriotique, interviewé par *Demain l'Afrique* du 25

février 1980, il est encore plus explicite sur la préservation des intérêts capitalistes dans le futur Zimbabwe indépendant. Pour lui, la « *première nécessité... c'est d'assurer la paix et la stabilité. C'est la priorité des priorités.* » « *Nous n'avons pas l'intention de nationaliser la terre* », ajoute-t-il en écho aux propos de Mugabe. La raison invoquée par Nkomo est que la terre « *n'est d'ailleurs pas, dans notre tradition, un objet de propriété* ». Belle supercherie théorique qui feint d'omettre que le colonialisme est passé par là, ainsi que les investissements impérialistes, pour remanier les traditions et introduire l'agriculture capitaliste et l'accaparement des meilleures terres par les colons !

Au sujet des intérêts impérialistes et des investissements sud-africains, massivement présents au Zimbabwe dans le domaine industriel et minier, les organisations nationalistes furent d'une discrétion éloquent.

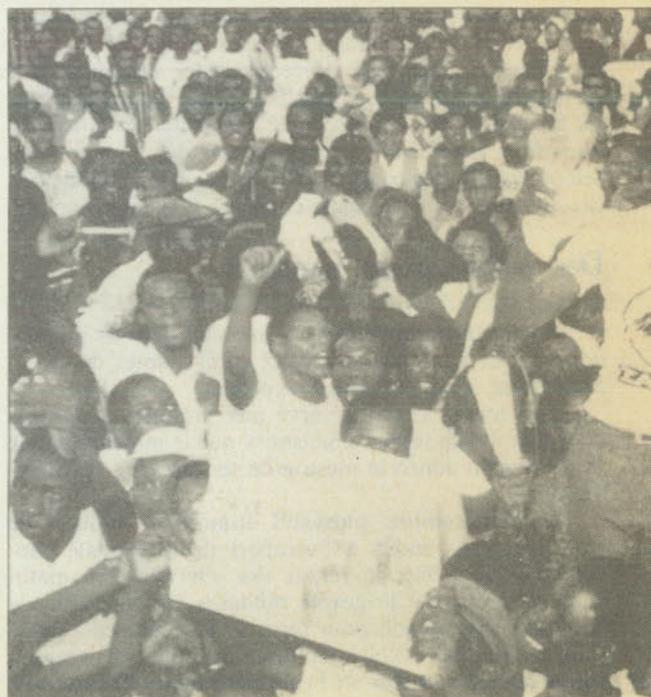
Enfin, concernant le problème de l'intégration des forces de guérilla à l'armée rhodésienne, Mugabe et Nkomo n'ont aucun désaccord avec le plan impérialiste. Ils mégotent simplement sur les rythmes. Mugabe, dont le « *parti a donné son accord au principe de l'intégration* », regrette que les « *Britanniques aient commencé beaucoup trop tard* ». Tandis que Nkomo, dont un bataillon s'était déjà fondu dans l'armée rhodésienne avant les élections souhaitait « *un délai de six mois avant les élections* », qui aurait permis « *de procéder à l'intégration des forces militaires et de police avant l'indépendance* » (*Demain l'Afrique*, 25 février 1980).

## Le raz de marée électoral

Destinées à entériner une formule parlementaire consacrant une sur-représentation des colons blancs et organisées sous l'égide de l'appareil d'Etat raciste et de l'impérialisme britannique, les élections de février se situaient d'emblée dans le cadre du projet néo-colonial.

Le résultat de l'élection des vingt élus de la communauté blanche ne faisait aucun mystère. Comme prévu, le Front rhodésien de Ian Smith emporta la totalité des sièges.

Cependant, et au-delà de toute attente, les élections des 27, 28 et 29 février pour les quatre-vingts sièges par-



lementaires attribués à la communauté noire, auront été l'expression de l'engagement profond de la population aux côtés des nationalistes qui ont mené la lutte armée. Avec une participation électorale de 94 %, la ZANU-PF obtient 62,9 % des suffrages et 57 élus, soit la majorité absolue ; le Front patriotique de Nkomo 24,1 % des suffrages et vingt députés. C'est dire l'impact qu'aurait eu une campagne commune auprès des masses noires.

Ces résultats reflètent assez fidèlement les rapports de forces établis à l'époque de la lutte armée. Nkomo faisant le plein des voix parmi son ethnie d'origine, les Ndébèles et ses quelques zones d'influence militaire.

L'échec retentissant de l'UANC de Muzorewa qui, avec 8,2 % des voix, n'a que trois députés, et celle de Sithole et Chikerema qui n'obtiennent aucun élu, démontre le profond mépris des masses noires à l'égard de ces fantoches qui s'étaient compromis avec Ian Smith dans l'accord interne de 1978.

En votant pour la ZANU-PF, les masses du Zimbabwe espèrent bien en avoir fini avec le régime fondé sur la discrimination raciale. Ce n'est évidemment pas le projet des directions nationalistes qui ont montré leur désir de s'associer pleinement à la construction d'un Etat bourgeois « multiracial » au Zimbabwe. Or, à la différence de l'Angola et du Mozambique, où l'effondrement de l'appareil d'Etat colonial a provoqué le départ massif des colons portugais et la reconstruction d'un Etat bourgeois à partir de l'armée de guérilla, l'armée raciste du Zimbabwe n'est ni défaite ni trop démoralisée par les coups de la guérilla. L'appareil d'Etat installé en 1965 est toujours en place. La période transition n'a vu aucun processus d'épuration de l'administration ni de l'armée.

## Un « gouvernement de large front national »

Les nationalistes zimbabwéens ont simplement négocié leur intégration dans un appareil d'Etat raciste. Dès sa désignation comme Premier ministre, Mugabe a formé un gouvernement de « large front national », comprenant deux représentants de capitalistes blancs. Le



premier, David Smith, qui se voit attribuer le portefeuille du Commerce et de l'Industrie, est un lieutenant de Smith, ancien ministre des Finances d'un de ses gouvernements et membre du parti raciste Front rhodésien au pouvoir depuis 1965. Le second, Dennis Norman, qui est nommé à l'Agriculture n'est autre que le président de l'Union des fermiers (CFU) qui participa aux négociations de Lancaster House dans la délégation gouvernementale rhodésienne.

Cette participation des représentants de la bourgeoisie blanche au nouveau gouvernement a une double fonction. D'abord, rassurer les colons et les fermiers blancs qu'ils ne seront pas expropriés ; quelle meilleure garantie que de désigner le président de leur syndicat au ministère de l'Agriculture. Ensuite, donner des gages à l'impérialisme dont Mugabe attend la concrétisation des promesses d'investissements. Et quel meilleur démarcheur auprès des capitaux occidentaux que cet ancien ministre des Finances de Smith.

Cela donne plus de relief aux affirmations de Mugabe sur son désir de bâtir l'avenir du Zimbabwe « à partir de la base de la société actuelle, qui est capitaliste ». Son projet politique est clair : « Nous devons utiliser les structures existantes. Nous ne toucherons ni aux droits de propriété ni aux retraites des fonctionnaires. » (Le Monde, 6 mars 1980.)

Sur la question d'importance qu'est la constitution de la future armée, Mugabe est aussi tout à fait explicite. Même s'il s'est attribué le ministère de la Défense et donné celui de l'Intérieur à Nkomo, il a autorisé le général des forces armées racistes Walls, à « travailler en étroite collaboration avec les chefs de l'ex-guérilla » et à « présider au processus d'intégration au sein de l'armée » (Le Monde, 6 mars 1980).

Les 25 000 « auxiliaires » seront désarmés et renvoyés dans leurs foyers, ainsi sans doute qu'une partie des dizaines de milliers de soldats noirs recrutés dans les dernières années par les dirigeants militaires racistes pour les besoins de la lutte antiguérilla. Mais, les trente mille guérilleros actuellement dans les « camps de rassemblement » et qui se partagent environ pour les deux tiers à la ZANLA (branche armée de la ZANU) et le reste lié à Nkomo, ne seront probablement pas tous incorporés. Les effectifs de la future armée devraient plafonner aux alentours de quarante mille soldats. Pour l'instant, et en l'absence d'une épuration sérieuse des corps répressifs, ces guérilleros se retrouveront sous les ordres des officiers racistes blancs et d'instructeurs britanniques.

## Les réactions des colons

Le gouvernement actuel est le résultat d'un compromis avec l'impérialisme, le régime raciste sud-africain et les colons rhodésiens. D'ailleurs, Mugabe, qui rencontra les dirigeants sud-africains au Mozambique juste avant les élections, vient de rendre public un des éléments du prix du marché passé en déclarant qu'il désirait se conduire à l'égard de l'Afrique du Sud « dans le cadre d'une juste coexistence mutuelle », ce qui signifie que le Zimbabwe « soutiendra les opposants à l'apartheid, mais seulement sur le plan politique et diplomatique dans les réunions internationales » (L'Humanité, 6 mars 1980).

Toutefois, l'Etat du Zimbabwe se trouve dans une profonde dépendance économique et politique de l'impérialisme et de l'Afrique du Sud.

La population blanche du Zimbabwe est évidemment sensible à tous ces gages de modération. Après une première surprise face au raz de marée électoral en faveur de la ZANU-PF, la majorité des colons semble

adopter une attitude de « *wait and see* » (voir venir) que vient d'ailleurs de leur conseiller Smith en déclarant vouloir « *travailler ensemble avec nos compatriotes pour faire de cette nouvelle aventure un succès* » (*Le Monde*, 9 mars 1980).

L'impérialisme craint une éventuelle radicalisation de la situation à la suite par exemple d'actions de résistance inconsidérées des Blancs. L'exemple de la tentative putschiste avortée en 1974, au Mozambique, et de la mobilisation populaire déclenchée en 1975, en Angola, par la riposte des masses noires aux crimes racistes de quelques petits Blancs, sont encore frais à l'esprit.

Les prises de positions de confédérations patronales demandant aux capitalistes de maintenir leurs investissements et le discours télévisé, du 3 mars au soir, à la veille des résultats électoraux, du général Walls, mettant clairement en garde les partisans blancs d'une insurrection « *à l'algérienne* », ont contribué à canaliser pour l'instant les réactions du petit colonat et des mercenaires qui sont les plus opposés au changement de situation actuel. Les dirigeants impérialistes, eux, savent qu'ils peuvent composer avec ce genre de régime bourgeois. Le PDG de la Lonrho, Krüger ne déclarait-il pas : « *A la Lonrho, nous sommes habitués aux Etats africains à parti unique. Notre société sera nationalisée dans quelques mois, probablement à 51 %. Ne croyez pas que ce sera mauvais pour nous. Avec 49 %, on peut faire encore plus de profits, car on aura moins de responsabilités de direction.* » (*Libération*, 6 mars 1980.)

## Vers quelle indépendance ?

La passation, actuellement en douceur, des pouvoirs au Zimbabwe ne doit pas toutefois nous tromper. Le

### LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT.

Mugabe, qui est Premier ministre s'est attribué la portefeuille de la Défense. Les huit membres civils de l'organe suprême de la ZANU sont membres du gouvernement.

Edgar Tereke (emploi), Dzingai Mutumbuka (éducation), Kumbirai Kangai (travail), Simon Muzenda (vice-Premier ministre et chef de la diplomatie), le porte-parole de la ZANU-PF, Edson Zvobgo est promu ministre du Gouvernement local et du Logement, Sekeramayi dirigera le ministère des Terres, du Reclassement et du Développement rural, Maurice Nyagumbo s'occupera du secteur des mines, Enos Nkala sera titulaire des finances, Emerson Munangagwa est nommé ministre d'Etat, Bernard Chidzero a la responsabilité du ministère du développement et de la planification. Trois femmes entrent au gouvernement, dont Teurai Nhongo épouse de Rex Nhongo, chef de la ZANLA (armée de la ZANU) et Victoria Chitepo veuve d'Herbert Chitepo ancien dirigeant de la ZANU (assassiné en 1975 en Zambie dans des circonstances assez mystérieuses). Les partisans de Nkomo, outre leur chef qui occupe le ministère de l'Intérieur, obtiennent en tout quatre ministères et deux vice-ministères, d'importance secondaire. Enfin deux représentants de la bourgeoisie blanche participent à ce gouvernement. Dennis Norman à l'Agriculture et David Smith au Commerce et à l'Industrie.

danger de vastes mobilisations populaires à l'occasion de l'indépendance a été évité jusqu'à ce jour grâce à la collaboration des nationalistes avec les dirigeants racistes blancs. Bien sûr, il a été mis fin à la guerre dans des conditions inimaginables, il n'y a seulement que quelques mois. Les guérilleros disciplinés n'ont exprimé à ce jour aucune résistance organisée à la politique collaborationniste de leurs dirigeants. Les dirigeants racistes et leurs protecteurs sud-africains ont réussi à convaincre le petit colonat d'éviter toutes réactions violentes. Mais la levée du couvre-feu, l'abolition de la loi martiale et de l'état d'urgence, l'arrêt de la mobilisation dans l'armée et le démantèlement des « *auxiliaires* » hais par le peuple risquent fort d'être des mesures insuffisantes pour satisfaire les aspirations populaires.

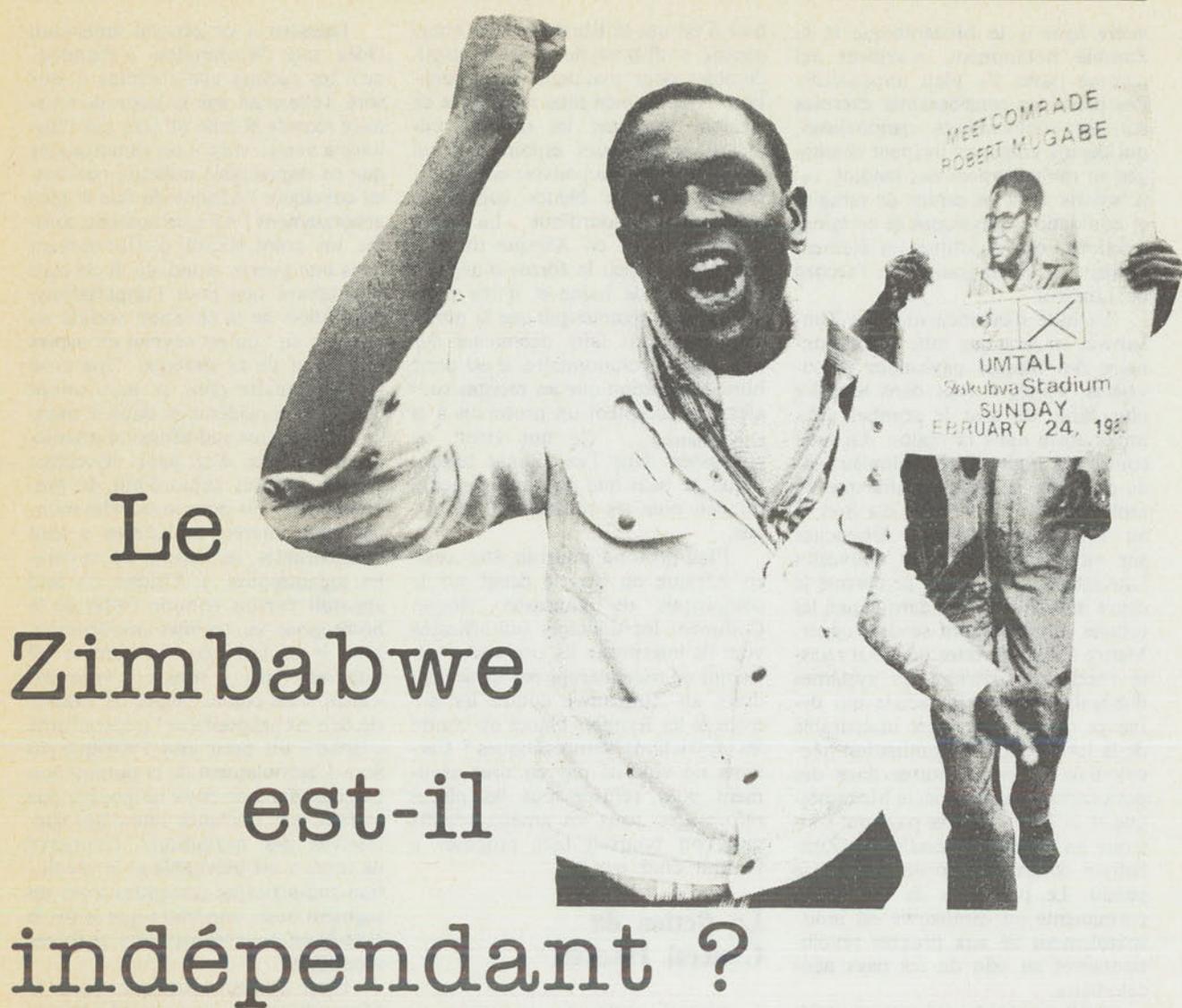
La victoire massive de la ZANU-PF peut être un élément modérateur, mais elle exprime aussi une volonté massive de changement radical de société dont elle est en partie tributaire.

Un proche collaborateur de lord Soames, Nicolas Elam, déclarait tout récemment que « *le succès électoral écrasant de Mugabe constitue un atout considérable pour la stabilité de ce pays. Si Mugabe n'avait obtenu que le tiers des suffrages, nous aurions traversé une période difficile, chacun aurait voulu le pouvoir et ces rivalités pouvaient même déboucher sur une guerre civile.* » (*Le Matin*, 7 mars 1980)

On sent bien là que la crise angolaise a traumatisé toutes ces consciences impérialistes. Le résultat électoral de Mugabe fait toucher du doigt aux colons blancs les dangers d'une résistance armée et contraint les autres dirigeants nationalistes à se rallier. Les risques de mobilisations provoquées par une surenchère entre mouvements nationalistes concurrents obtenant des résultats électoraux équivalents semblent, momentanément, écartés. La course au pouvoir et aux prébendes de l'appareil d'Etat se fera dans l'ordre.

Mais il persiste une contradiction explosive dans la situation actuelle. Toute mesure radicale d'atteintes aux privilèges de la minorité blanche peut provoquer des réactions de ce côté encourageant une mobilisation élémentaire d'autodéfense des Noirs. Et l'on voit mal comment les masses noires du Zimbabwe pourraient longtemps tolérer la perpétuation d'un système de domination fondé sur le racisme et l'exploitation capitaliste. Toute tentative d'organisation indépendante de leur part pour faire aboutir leurs revendications aujourd'hui non satisfaites provoquerait un affrontement immédiat avec le pouvoir, ce qui ne laisserait probablement pas la masse des militants nationalistes indifférents.

Déjà certains ont eu du mal à accepter la présence dans le gouvernement du Zimbabwe, de deux ministres blancs représentant les intérêts impérialistes et coloniaux. Plusieurs groupes de partisans de la ZANU-PF ont d'ailleurs adressé des messages à Mugabe pour qu'il n'intègre pas de membre du Front rhodésien raciste dans son gouvernement. Un débat au sein du comité central de la ZANU-PF aurait aussi eut lieu sur ce thème. Peine perdue, les militants nationalistes devront en tirer des conclusions sur la nature de leur direction. Il n'est pas exclu qu'ils se mobilisent sous toutes les formes légales que le nouveau régime devrait leur reconnaître, pour revendiquer une authentique déségrégation raciale et indépendance nationale, la satisfaction des revendications ouvrières contre l'exploitation éhontée par les capitalistes blancs et les sociétés multinationales. Là aussi, une course de vitesse est à l'œuvre entre les dirigeants nationalistes qui vont accélérer la formation de l'armée et la structuration de la population et les masses noires désireuses de jeter à bas l'appareil d'Etat raciste. Une longue période d'affrontements de classes est donc à prévoir. ■



# Le Zimbabwe est-il indépendant ?

Le Zimbabwe est-il devenu un pays indépendant en ce début de 1980 ? Ou plus exactement les masses ont-elles obtenu une authentique indépendance nationale ? Près d'un siècle de domination coloniale, près de vingt années de guérilla. Quel en est le bilan ?

Le paradoxe de cette « indépendance » tient au fait qu'après vingt ans de néo-colonialisme dans ce continent, les nationalistes du Zimbabwe débouchent sur une situation qui, au simple plan institutionnel, est encore plus scandaleuse et précaire que celle des actuels Etats néo-coloniaux, rendus indépendants dans les années soixante.

A la différence de l'Angola et du Mozambique où l'appareil d'Etat colonial portugais s'était effondré et où les mouvements MPLA et FRELIMO avaient dû rebâtir une administration en s'auto-institutionnalisant (les appareils nationalistes devenant les sommets des appareils administratifs), l'Etat colonial Rho-

désien ne s'est pas écroulé. Au contraire, ZAPU et ZANU s'y intègrent. Les forces de guérilla entrent dans l'armée raciste, les chefs nationalistes s'associent dans les ministères de l'Etat rhodésien. L'accord de Lancaster House a donc été un accord éminemment réactionnaire.

Le maintien des structures de l'époque coloniale va de pair avec la défense des principaux intérêts de la communauté européenne, en premier lieu des intérêts miniers et fonciers.

Les travailleurs et paysans du Zimbabwe n'ont donc pas encore obtenu une authentique indépendance nationale. Ils ont même été déposés à Lancaster House d'une bonne partie des acquis de ces vingt dernières années de lutte. Le Zimbabwe n'est même pas, à proprement parlé, un Etat néo-colonial « classique ». Le maintien éventuel de la communauté blanche, les restes de l'inégalité raciale et l'Etat raciste font de ce pays un cas bien particulier, hybride et mons-

trueux. Il est le rejeton conjoint des crises de l'impérialisme et du nationalisme petit-bourgeois.

Doit-on expliquer Lancaster House par le seul fait que les Mugabe et Nkomo n'avaient que des programmes flous et réformistes ?

**« Le processus de révolution permanente au Zimbabwe est lié aux progrès révolutionnaires dans toute la région »**

En réalité, les programmes électoraux de la ZAPU et de la ZANU montrent qu'en quelques semaines il leur a fallu mettre en sourdine un certain nombre d'exigences que contenaient leurs programmes politiques généraux. Lancaster House n'aurait pas été réalisable si les « Etats de pre-

mière ligne », le Mozambique et la Zambie notamment, n'avaient agi comme pions du plan impérialiste. Les pressions considérables exercées sur les mouvements nationalistes, qui depuis vingt ans incluent chantages au ravitaillement des maquis, répressions dans les camps de réfugiés et liquidations physiques de certaines fractions, ont constitué un élément majeur de la réalisation de l'accord de Londres.

La lutte d'émancipation au Zimbabwe, en tant que lutte révolutionnaire des masses paysannes et ouvrières, s'intègre donc dans le cadre plus large de tout le combat anti-impérialiste dans la région. La lutte contre ces régimes néo-coloniaux est de première importance afin que les mobilisations en Afrique du Sud et au Zimbabwe puissent déboucher sur autre chose que de nouveaux Lancaster House. Ainsi se dessine le cadre internationaliste dans lequel les futures luttes devront se développer. Mettre à bas les restes de l'Etat raciste rhodésien, détruire les systèmes d'inégalité sociale et raciale qui demeure dans ce pays est inséparable de la lutte contre la domination néo-coloniale et les dictatures dans des pays comme la Zambie, le Mozambique et la Tanzanie. Ces pays ont soutenu les luttes de libération au Zimbabwe comme la corde soutien le pendu. Le processus de révolution permanente au Zimbabwe est indissolublement lié aux progrès révolutionnaires au sein de ces pays néo-coloniaux.

Evidemment la situation en Afrique du Sud demeure la clef de cette dialectique. Autant la défaite du colonialisme portugais en 1974 avait accéléré la contestation des masses africaines dans ce pays avec notamment les émeutes de 1976 à Soweto, autant l'indépendance du Zimbabwe va favoriser des débats au sein de l'opposition noire sud-africaine. Est-il possible d'obtenir une disparition de la ségrégation raciale par la combinaison d'une lutte armée et d'un accord du partage du pouvoir ? Est-il possible de bénéficier des pressions de l'impérialisme sur les racistes sud-africains ?

Le régime de Pretoria a d'ores et déjà compris les conséquences politiques que les événements du Zimbabwe peuvent avoir en Afrique du Sud. C'est d'abord l'espoir que fait naître pour des millions de Noirs dans ce pays l'arrivée au pouvoir à Salisbury d'un Mugabe. Déjà le Premier ministre sud-africain Botha a fait savoir qu'il n'envisageait pas un processus électoral analogue en Namibie où subsiste jusqu'à maintenant la présence sud-africaine. L'Afrique du

Sud n'est pas la Rhodésie et la bourgeoisie y dispose de moyens considérables pour maintenir sa domination. Il serait bien plus hasardeux de vouloir détourner les masses sud-africaines de leurs espoirs par un simple partage du pouvoir entre politiciens noirs et blancs comme à Salisbury aujourd'hui. La lutte d'émancipation en Afrique du Sud prend peu à peu la forme d'une accumulation de haine et d'une pression sociale gigantesque que la moindre faille peut faire déboucher sur une crise révolutionnaire. Il est donc hors de question que les racistes sud-africains acceptent un processus à la rhodésienne. Ce qui vient de se passer dans l'ex-colonie britannique ne peut que galvaniser encore un peu plus les masses sud-africaines.

Plus profond pourrait être aussi en Afrique du Sud le débat sur le compromis de Lancaster House. Comment les militants sud-africains vont-ils interpréter les premières luttes qui ne manqueront pas de se produire au Zimbabwe contre les patrons et les fermiers blancs ou contre les restrictions démocratiques ? Certains ne vont-ils pas en tirer argument pour refuser tous les pièges réformistes, tous les aménagements que l'on pourrait leur proposer à l'avenir chez eux ?

## La fiction du Général Hackett

Depuis 1974, le processus de révolution permanente en Afrique australe s'est accéléré inconstamment. Le signal n'est pas encore donné pour que s'écroule dans cette partie du monde la domination capitaliste de la bourgeoisie blanche. Mais la forteresse se lézarde. Dans son livre de politique-fiction *La troisième guerre mondiale* le Général John Hackett qui fut commandant en chef du groupe d'armée nord de l'OTAN écrit : « *L'Afrique du Sud allait devenir un des champs de bataille les plus décisifs de la troisième guerre mondiale* ». « *Mais l'opinion publique sud-africaine, ajoute-t-il, ne s'était pas laissée endormir par vingt-cinq ans d'une politique occidentale fluctuante, et moins encore par ce qu'elle appelait la "trahison" des Etats-Unis et la "décadence" de l'Europe. Les Blancs de cette région s'étaient endurcis et avaient compris qu'ils ne devaient espérer aucun secours des Etats-Unis, à moins d'un renversement total de la politique de Washington. Ils devaient compter seulement sur leurs propres ressources, leur population et leur courage* ».

Laissons à ce général américain l'idée que Washington « abandonne » les racistes sud-africains à leur sort. Telle n'est pas la leçon de l'histoire récente et telle ne sera pas l'histoire à venir. Mais il est remarquable que ce responsable militaire occidental considère l'Afrique du Sud et plus généralement l'Afrique australe comme un point décisif d'affrontement dans une guerre mondiale. Il est clair maintenant que pour l'impérialisme l'évolution de la situation sociale en Afrique du Sud est devenu un aspect important de sa stratégie. Une crise révolutionnaire dans ce pays aurait des effets considérables dans le monde. L'économie sud-africaine première productrice d'or pour l'Occident est un maillon aujourd'hui de première grandeur pour le marché mondial. Les intérêts capitalistes y sont considérables, les ressources minérales gigantesques. L'Afrique du Sud apparaît parfois comme l'allié de la honte pour les régimes occidentaux. Mais il ne faut pas s'y tromper. Si Londres n'a jamais vraiment « lâché » les colons blancs de Rhodésie, ce n'est pas pour que l'impérialisme « lâche » un beau jour l'Afrique du Sud. L'écroulement de la domination blanche dans ce pays ne pourra pas se faire par quelques retouches successives des institutions. L'épreuve de force y est inévitable et la révolution sud-africaine deviendra alors un segment aussi important que le fut le Viet-Nam pour les rapports de forces mondiaux.

C'est d'ailleurs pourquoi après le Mozambique de Samora Machel, le Zimbabwe de Mugabe entend bien conserver d'excellentes relations avec Pretoria. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir le chef de la ZANU proclamer ses bonnes intentions envers les racistes sud-africains. Mais il ne s'agit que de l'infériorité logique de ceux qui refusent de mettre à bas les lois du capitalisme. Les projets d'aménagement de Mugabe, c'est-à-dire le maintien des intérêts blancs et la constitution d'un domaine nouveau où puisse se développer une bourgeoisie noire, nécessitent des moyens financiers et des débouchés commerciaux que le grand voisin est le seul à pouvoir donner. Les forces d'attraction de l'économie sud-africaine sont pour le moins un élément stabilisateur dans la région. Et on retiendra dans nos mémoires que Mugabe, dans l'un de ses premiers discours de chef de gouvernement, s'est engagé à ne soutenir les nationalistes sud-africains que de manière politique et diplomatique.

Il ne faut donc pas renoncer à dénoncer le plan impérialiste qui aujourd'hui aboutit à cette mascarade



de gouvernement Mugabe. Les masses du Zimbabwe n'ont pas obtenu leur indépendance nationale. Le caractère formel des Etats indépendants africains comme le Sénégal, le Cameroun ou le Kenya n'est même pas obtenu au Zimbabwe.

L'impérialisme n'est pas au bout de ses peines. Dans un délai que l'on ne peut encore prévoir, à des rythmes que l'on ne peut encore mesurer l'échafaudage de bric et de broc que l'on a posé sur la facade lézardée de la Rhodésie raciste va être insuffisant. Remis en question par les paysans africains qui ne supporteront pas que les blancs conservent les meilleures terres. Remis en question par les ouvriers qui ne supporteront pas d'être toujours exploités par des patrons blancs et contrôlés par des techniciens racistes. Remis en question par les jeunes qui n'accepteront plus d'avoir dix fois moins de chances de réussite scolaire et de débouchés professionnels que les fils d'européens. Remis en question par tous ceux qui luttèrent pour le suffrage universel réel et qui voient qu'aujourd'hui on offre vingt sièges parlementaires automatiques et discriminatoires aux oppresseurs. Remis en question par tous ceux qui luttèrent contre les Blancs parce qu'ils symbolisaient l'exploitation et la dictature et qui verront demain des ministres de Mugabe interdire des

grèves, dénoncer des luttes, réprimer des manifestations.

Plus que jamais lutter pour un Zimbabwe véritablement indépendant c'est exiger les droits démocratiques les plus larges pour les masses africaines. L'imbrroglio du nationalisme dans ce pays interdit à Mugabe d'aller à marche forcée vers le parti unique tellement utile pour toutes les dictatures néo-coloniales. Mais pour en être plus subtiles les restrictions démocratiques en seront tout autant massives.

Réforme agraire radicale et totale, droits démocratiques sans restrictions ni discriminations, démantèlement de toute l'administration coloniale et de son armée auraient dû être les objectifs d'une véritable assemblée nationale obtenue par la lutte et pour laquelle on aurait appliqué sans restriction le slogan « un homme, une voix ».

L'intégration à l'armée coloniale sous les ordres des officiers blancs, passe par le désarmement d'une partie des guérilleros. Les épreuves du combat de classe à venir nécessiteraient cependant que les armes restent aux mains de la population noire.

Si d'autres exigences vont voir le jour face au nouveau régime, il est incontestable que ces revendications restent, elles aussi, à l'ordre du jour. L'unité et l'indépendance des masses

est toujours plus nécessaire alors que leurs chefs deviennent les meilleurs défenseurs de l'ordre impérialiste. Il y aura à nouveau de multiples coups de théâtre, des crises gouvernementales et des affrontements entre cliques et fractions au pouvoir. Mais il serait catastrophique que dans cette nouvelle période les politiciens compromis réussissent encore à s'affronter par milliers de paysans et d'ouvriers africains interposés.

Alors que chacun de ces leaders nationalistes promu ministre va vouloir se construire son audience de masse pour mieux monnayer dans les sphères du pouvoir, il est décisif qu'un syndicalisme indépendant de l'Etat et des cliques petites-bourgeoises puisse se constituer. Un espoir d'organisation politique indépendante pour les travailleurs, serait alors possible.

Si demain naît la moindre contestation des accords de Lancaster House, il ne faudra pas hésiter un instant. Il faudra se porter aux côtés des masses africaines et dénoncer toujours plus fort ce plan impérialiste qui tente actuellement de se mettre en place au Zimbabwe. Les sourires entendus des diplomates anglais pourraient bien se transformer en amère déception. Sous les feuillets paraphés de Lancaster House, des millions de travailleurs et de paysans africains n'ont que leurs chaînes à perdre. ■



Bimensuel - N° 69 du 7 février 1980 - 7 ff - 4 fs - 50 fb

# INPRECOR

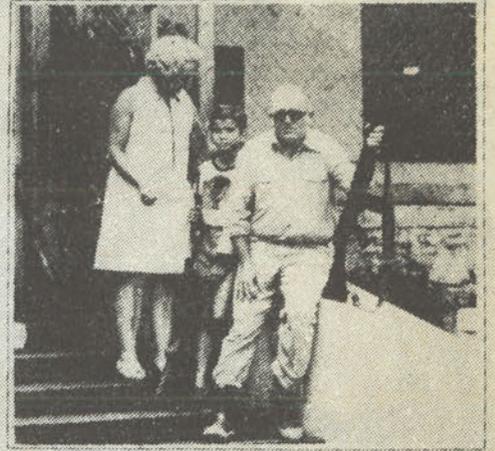
INTERCONTINENTAL PRESS

*lisery*



# AFRIQUE en lutte

INTERVIEW DE NAEL KURDI DU PPL-EGYPTEN



**Zimbabwe contre l'accord néo-olonial et le plan impérialiste**

numéro 41

bulletin marxiste révolutionnaire-afrique noire.

DEC 79

**Angola:  
le tournant  
africain?**

